

Université de Montréal

Les quotidiens du Québec et la
Bataille de Seattle :
Entre l'approche néolibérale et l'analyse radicale

par
André Marceau

Département d'anthropologie,
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître
en anthropologie
option ethnologie

octobre 2003
copyright, André Marceau, 2003



GN

4

U54

2004

V.009

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
Les quotidiens francophones du Québec et la *Bataille de Seattle* :
Entre l'approche néolibérale et l'analyse radicale

présenté par
André Marceau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes

M. Bob White

M. Bernard Bernier
Directeur de recherche

M. Gilles Bibeau

Résumé

Ce mémoire traite des idéologies, tout particulièrement du combat qu'elles se mènent pour le pouvoir de dire ce qui est, de construire la réalité dans le contexte de la mondialisation économique néolibérale. Un combat inégal car ces idéologies ne possèdent pas toutes le même pouvoir. Une bataille que nous approchons par l'étude de la couverture qu'ont faite les quotidiens francophones du Québec de la Conférence ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) de Seattle en 1999, intitulée la « Ronde du millénaire » ou *Millenium Round*. L'idéologie néolibérale détient un caractère hégémonique, c'est-à-dire qu'elle est acceptée comme la manière légitime de voir et d'agir sur le réel. Cette vision, qui croit en l'importance primordiale des aspects économiques de la société et à un capitalisme sans frontières ni contraintes, ne fait consensus qu'au sein des partis politiques et des élites économiques. Cela est pourtant suffisant pour lui donner ce caractère hégémonique car le « portefeuille » en capitaux symboliques de ces deux groupes est assez important pour contredire ou du moins se défendre contre toutes attaques idéologiques provenant des opposants. Surtout lorsque les grands médias, qui appartiennent pour la plupart à des *holdings* capitalistes, contribuent au maintien de ce consensus de l'élite par un appui au discours néolibéral, lui donnant ainsi plus de crédibilité. Les quotidiens francophones québécois, que nous étudions dans le cadre de ce mémoire, présentèrent les événements de la « Bataille de Seattle » principalement avec une optique favorisant l'option néolibérale. Les éditoriaux étaient principalement axés sur la défense du consensus et la critique des opposants. Les actions des manifestants étaient plus facilement qualifiées de *violente* que les actions des policiers, même si celles de ces derniers étaient dans bien des cas plus violentes. Le problème n'est pas nécessairement la défense d'une idéologie hégémonique mais plutôt l'absence de réel débat au sein des quotidiens caractérisée par l'absence presque totale d'interlocuteurs *crédibles* opposés au néolibéralisme. La présence d'une critique de l'ordre établi aurait eu la possibilité de susciter des questions alimentant le débat sur les véritables enjeux (économiques, politiques, sociaux, environnementaux) de cette mondialisation économique.

- idéologies
- mondialisation économique néolibérale
- hégémonie
- capital symbolique
- manifestations
- police
- violence
- légitimité

Summary

This memoire deals with ideologies, particularly with the struggle between these for the power to make reality in a worldwide neoliberal economic context. An unequal struggle that is, for they don't have the same power over the construction of reality. A struggle that we approach by the study of french-speaking Québec daily newspapers and what they said about the 1999 WTO (World Trade Organization) *Millenium Round* in Seattle. The neoliberal ideology has an hegemonic side. It is accepted as the legitimate way of seeing reality and acting on it. This vision, that focuses on the economic aspects of society and in a worldwide freemarket, is only entirely accepted by political parties and economic elites. This is sufficient to make it hegemonic because it is strongly endowed with symbolic capitals wich puts it in a credible position against detractors. Especially when medias that are the property of capitalists holdings contribute to this situation by backing the elite's discourse, rendering it more credible. Newspapers, that are part of this study, presented the events of Seattle 1999 mainly in a way that was favorable to the neoliberal option. Editorials were centered on defending the way of the elite, and on criticising opposing groups. Protestor's actions were more easily qualified as *violent* than those of the police forces. Even when police's actions were more *violent*. Defending an hegemonic ideology is not a problem. What is problematic is the absence of a real and needed debate within the daily papers, a debate that would be characterized by the intervention of *credible* people proposing serious critics against neoliberal ideology. A debate that would have encouraged questioning about the real outcomes of economic globalization that are economic, but also environmental, social and political.

- ideologies
- neoliberal economic globalization
- hegemony
- symbolic capital
- protests
- police
- violence
- legitimacy

Remerciements

Je voudrais remercier les personnes suivantes. Merci à M. Bernard Bernier pour m'avoir permis d'effectuer cette étude sous sa direction. Merci à ma mère Francine ainsi qu'à mon père Vital pour leur amour et leur soutien, autant moral que monétaire, tout au long de mes études. Finalement, un merci tout particulier à ma compagne Nathalie pour son soutien, sa patience, son amour et son amitié, sans qui je n'aurais peut-être pas terminé ce mémoire.

Table des matières

Table des matières	p. i
Introduction	p. 1
Cadre théorique	p. 5
Méthodologie	p. 35
Historique	p. 41
Analyse	p. 53
Conclusion	p.108
Bibliographie	p.117

INTRODUCTION

Georges Brassens écrivait que « Je ne fais pourtant de tort à personne en suivant les chemins qui ne mènent pas à Rome. Mais les braves gens n'aiment pas que l'on prenne une autre route qu'eux. ». Manière habile de dire que l'incompréhension fait partie de la confrontation des idéologies, des manières de voir. Cette incompréhension est potentiellement encore plus forte lorsque la situation fait se confronter une perception ayant atteint le stade hégémonique, et une critique envers cette dernière. La position hégémonique est théoriquement définie par une absence d'opposition. Adopter une attitude critique face à cet ordre établi peut devenir inconfortable, car l'on s'attaque à une manière de voir bien établie, presque « naturelle ». « Mais comment peut-il nier ce qui est évident? ». Bien sûr le raisonnement se fait de l'autre côté également. « Mais c'est évident qu'ils ont tort, comment peuvent-ils le nier? ». Ce qui différencie les deux positions est qu'une a avec elle tout le poids de la légitimité, tout le poids du consensus (apparent), et que l'autre est considérée comme marginale et donc illégitime.

C'est de cette manière que nous abordons la question de la mondialisation néolibérale. Celle-ci comporte plusieurs acteurs se divisant grossièrement entre partisans et opposants à cette manière de voir et de faire. Ceux-ci s'affrontent dans ce que Pierre Bourdieu nommait l'**espace**

social, espace composé d'acteurs oeuvrant au sein de différents **champs**. Le but de ce **jeu** serait d'arriver à faire accepter sa manière de voir comme légitime. Les acteurs participant à ce jeu sont (inégalement) pourvus ou dépourvus des **capitaux** ou atouts nécessaires à l'action dans le jeu. Ces capitaux sont essentiellement politiques, économiques, sociaux (réseaux ou connections sociales) et symboliques (titres). La composition du portefeuille de capitaux de chaque acteur détermine en quelque sorte de la position de ce dernier dans le champ, entre dominant et dominé. Les acteurs ayant une position dominante peuvent exercer un pouvoir plus important sur le déroulement du jeu. Ces manières de voir sont en relations conflictuelles car elles se battent pour imposer leur vision, pour que celle-ci soit en position dominante, pour qu'elle soit acceptée comme vision officielle. Ce combat est inégal puisque les protagonistes de la vision dite « officielle » ont accès à des vecteurs de propagation plus efficaces que leurs adversaires. Ils bénéficient du fait que leur vision soit acceptée comme telle par une majorité de personnalités influentes, les acteurs dominants d'un jeu dont les règles sont fixées par ceux-ci.

Au sein de ce groupe d'acteurs sociaux en position dominante se trouvent certains médias dont les grands quotidiens. Ils sont en position dominante par l'importance du nombre de leurs lecteurs, donc par leur visibilité, ainsi que par le fait que ceux-ci sont la propriété, au Québec, de holdings comme Power Corporation et Québecor. Ils prennent part à ce

jeu en faisant une certaine promotion d'idéaux liés à la pensée dominante, voir même hégémonique qu'est la mondialisation néolibérale. Jeu inégal puisque les différents groupes possèdent des moyens de « propagation » ou de diffusion de leurs idées qui sont inégaux. Nous avons parlé des holdings possédant des médias, mais d'autres groupes économiques et politiques influents possèdent aussi des moyens de faire valoir leur point de vue, que ce soit en payant une page de journal pour en faire la promotion, ou en convoquant une conférence de presse qui sera couverte par tous les médias importants. Le résultat est une prépondérance des idées néolibérales au sein des médias, ce que certains nomment la « pensée unique », caractérisée par le postulat de l'échec de l'État Providence et de la nécessité de laisser une place la plus importante possible au privé. C'est ce que l'on appelle le néolibéralisme, idéologie économique acceptée par la majorité des partis politiques. Pourtant ce consensus du milieu politique dominant ne semble pas se refléter dans la population civile. Les événements entourant les grandes rencontres politico-économiques en rendent bien compte. Des manifestations massives, caractérisées par une grande diversité de tactiques, de visions et d'arguments, font la démonstration de cette dissidence devant l'ordre établi.

L'explication de cette prise de position idéologique ne peut se limiter à une conception « conspirationniste » des relations entre les lieux de pouvoirs, une conception voulant que ces gens agissent ouvertement

et consciemment pour faire prévaloir leurs intérêts au détriment de ceux de la population générale (CHOMSKY (1989); CHOMSKY et HERMAN (1988)). Ce ne serait qu'une partie du problème, mais qui n'y est aucunement limité. Un autre aspect plus caché, furtif, concerne le rôle de l'habitus et du sens commun dans ces relations verticales et horizontales qui définissent le type de société dans laquelle nous vivons (BOURDIEU (1980), (1984), (1992a)).

Pour examiner le problème de l'affrontement des visions du monde des promoteurs de la mondialisation et de leurs opposants, j'ai croisé les couvertures journalistiques des événements entourant la Conférence ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle en novembre-décembre 1999. Dans mon analyse, je procéderai en quatre étapes. Au chapitre 1 sera présenté le cadre théorique. Nous y parlerons de l'espace social, des représentations, des idéologies et de l'hégémonie, des luttes de représentation autour du capitalisme, et du journalisme versus objectivité. Le chapitre 2 présente la méthodologie. Le chapitre 3 porte sur un historique sur les différents modes de mondialisation pour situer le néo-libéralisme actuel. Enfin, le chapitre 4 porte sur une analyse des articles de journaux québécois entourant la Conférence de Seattle.

1. CADRE THÉORIQUE

Le monde est peuplé de conceptions, de manières d'apprécier le réel, dissonantes, mais qui font sens pour qui y croit. Que ce soit entre deux cultures distinctes, ou même au sein d'un même groupe, différentes catégories de perceptions agissent. Sur la même planète, une multitude de visions se côtoient, et ce pas toujours dans la plus grande harmonie.

L'ESPACE SOCIAL ET LA PRATIQUE :

Selon Pierre Bourdieu (1984 : 3-6), nous vivons dans un espace social multidimensionnel constitué de relations entre acteurs sociaux. C'est dans cet espace que les différentes conceptions du monde sont constituées. Cet espace étant composé de situations sociales différentes, les conceptions du monde qui s'y développent ont tendance à diverger. Souvent, dans un espace social conflictuel, les manières de voir le monde sont diamétralement opposées. Dans ce jeu d'espace, le consensus global n'existe pratiquement jamais. Pourtant, certains s'entendent pour dire que leur conception est la bonne, qu'ils détiennent la « vérité » en quelque sorte. Qu'ils soient anarchistes, socialistes, libéraux, communistes, ultra libéraux ou autres, ces façons d'appréhender le réel, que l'on pourrait regrouper sous la rubrique « idéologies », s'affrontent. Pourquoi les points de vue divergent-ils ? Parce que le monde est perçu au travers de catégories de perception qui construisent le réel. En effet, le réel s'offre à des interprétations divergentes. La nature, par exemple, peut

être envisagée de différentes manières. Certains la voient comme un ensemble complexe constitué d'éléments interreliés et interdépendants, dont l'humain fait partie. D'autres y voient une accumulation de ressources exploitables et illimitées, l'humain occupant le centre. La question est de savoir d'où proviennent ces différences de perception.

Nous considérons dans cette étude que le monde social peut être perçu de différentes manières, que les catégories de perception sont des constructions mentales. C'est pourquoi nous exposerons ici les processus pouvant amener les acteurs sociaux, individuellement ou en groupe, à percevoir différemment la *réalité sociale*. La situation politico-économique actuelle de notre société industrialisée est un indice de cette construction mentale, mais aussi de l'imposition arbitraire de cette dernière à des populations. Car si différentes visions du monde sont présentes dans une même société (J. et J. Comaroff :1991, p.27-28), certaines peuvent prévaloir sur les autres. Une domination idéologique est présente dans toute société (G. Therborn : 1980, p.81), sans pourtant affirmer qu'il y ait consensus sur cette interprétation de la réalité. Effectivement, même si l'on peut affirmer que l'idéologie actuellement dominante est le libéralisme économique, nous ne pouvons toutefois pas affirmer que celle-ci fasse l'objet d'un consensus dans la société civile¹, vu la grande contestation à laquelle doivent faire face les dirigeants politiques lors des grandes rencontres au sommet ; Seattle (qui fait partie de notre étude), Prague,

Washington, Québec, Gènes, etc.. Le consensus apparent ne semble appartenir qu'à certaines catégories d'acteurs, principalement économiques et politiques.

Comment des idées, des produits de l'esprit humain, sont-ils si différemment perçus dans ce que Bourdieu nomme *espace social* (1984 :p.3) ? Avant de poursuivre, précisons que cet espace social serait :

« ...un espace multidimensionnel, ensemble ouvert de champs relativement autonomes, (...) plus ou moins fortement et directement subordonnés, dans leur fonctionnement et leurs transformations, au champ de production économique... » (1984 :p.9-10).

Les *agents* y occupent différentes positions ou *champs* possédant des caractéristiques et une logique propre à chacun de ces derniers. Pour avoir une certaine influence ou pouvoir dans le champ et sur le champ, l'agent doit posséder le *capital* ou les capitaux qui sont agissants dans les champs qu'ils occupent. (1984 :p.3) ²

Il existe, selon Bourdieu, deux états au capital; *objectivé*, ou *matérialisé*, et *incorporé*. La distribution de ces capitaux; politique, économique, culturel, social, symbolique; permet de définir la position d'un

¹ Le terme *société civile* est ici utilisé au sens large c'est-à-dire comprenant l'ensemble des groupes ou forces à l'extérieur de l'État, car certains l'utilisent pour désigner les organisations non-gouvernementales (ONG) presque exclusivement.

² « Les propriétés agissantes qui sont retenues comme principes de construction de l'espace social sont les différentes espèces de pouvoir ou de capital qui ont cours dans les différents champs. » (1984 :p.3).

agent dans différents champs. S'il est doté principalement de capital culturel, il occupera une position dite « dominante » dans un champ où cette forme de capital est agissante. Par contre, il ne pourra occuper de position équivalente dans un champ où par exemple, le capital économique est nécessaire, si cet agent n'en possède pas ou peu. « Les espèces du capital, à la façon des atouts dans un jeu, sont des pouvoirs qui définissent les chances de profit dans un champ déterminé... »(1984, p.3). Bourdieu perçoit l'espace social comme un espace de jeu où les agents (joueurs) utilisent leurs capitaux dans le but d'augmenter leurs chances de profits (au sens large du terme). Ainsi, les agents et groupes d'agents sont distribués différemment dans l'espace social, selon le volume global et la composition de leur capital. Aussi, puisque les différents champs possèdent leur propre logique, il est possible de supposer que la formation idéologique trouve son point d'ancrage dans ces logiques différentes, les agents appartenant à différents champs, selon leurs capitaux, et incorporant une manière différente de « voir », trouvant sa source dans l'*habitus* dont il sera question plus loin. Donc, différents groupes d'agents s'affrontent dans l'espace social.

Ces agents sont inégalement pourvus en différents capitaux, et sont donc inégalement dotés de pouvoirs sur les champs où ils agissent. Aussi, au niveau même des échanges linguistiques, ceux-ci seraient "inégaux" :

« Tout échange linguistique contient la *virtualité* d'un acte de pouvoir et cela d'autant plus qu'il engage des agents occupant des positions asymétriques dans la distribution du capital pertinent. »³

Lorsqu'ils s'affrontent sur le terrain du discours, certains possèdent un monopole sur ce qui peut se dire, tout dépendant des circonstances. Ainsi les agents dits "politiques" qui agissent au sein d'un *marché linguistique* officiel, sont : « ... les détenteurs de la compétence linguistique légitime. »⁴, si leur statut leur donne une position dominante. Cette compétence linguistique serait, selon Bourdieu, non seulement technique mais aussi reliée au statut, une capacité statutaire signifiant que les formulations linguistiques ne sont pas toutes valables et que les locuteurs ne sont pas tous sur un pied d'égalité.⁵ Distribution différentielle des pouvoirs permettant une domination des dominants sur les dominés également au niveau du discours.

Il est grandement question, dans la littérature en sciences humaines, de classes sociales. Selon le modèle présenté jusqu'ici on pourrait croire que ces classes sont représentées par la répartition des agents dans l'espace social. Bourdieu, pourtant, met un frein à cette conception du monde social en affirmant que ces dernières ne sont que théoriques, à la rigueur *probables*, mais qui : « ...n'existent pas en tant que groupes réels ». (1984 :p.4). On ne peut attribuer à *ces groupes probables* des comportements X ou des façons de voir Y prédéterminées

³ Bourdieu : *Réponses*. 1992, chap. 4, p.120.

⁴ Idem. P.121.

par leur appartenance à une classe sociale. Par contre il affirme l'existence d'un *espace de relations*, lui bien réel. C'est dans cet espace que se constituent les différentes visions du monde social. Produit d'une double structuration sociale; *objective* et *subjective*; la perception du monde social est l'objet d'une variation due au flou entourant les objets du monde social, pouvant être vus de différentes manières. Une vision particulière du monde s'accompagne d'une acceptation, sans débat, de ce dernier.

« Les catégories de perception du monde social sont, pour l'essentiel, le produit de l'incorporation des structures objectives de l'espace social (...) elles inclinent les agents à prendre le monde social tel qu'il est, à l'accepter comme allant de soi... » (1984 :p.5)

impliquant conséquemment une acceptation des limites de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas. Un sens des limites impliquant aussi une acceptation de sa position dans l'espace social. Mais les différentes façons de percevoir le monde ne sont pas toutes « légitimes », acceptées officiellement.

« La capacité de faire exister à l'état explicite, de publier, de rendre public, c'est-à-dire objectivé, visible, dicible, voire officiel, (...) représente un formidable pouvoir social, celui de faire les groupes en faisant le *sens commun*, le consensus explicite de tout le groupe. » (1984 :p.6).

⁵ Idem. P.121.

Comment se fait-il que des gens nés, ayant grandi et évolué dans une même société soient si éloignés sur le plan idéologique? La théorie de la pratique, élaborée par Bourdieu, tente de démontrer que :

« ...les objets de connaissance sont *construits*, et non passivement enregistrés, (...) le principe de cette construction est le système des dispositions structurées et structurantes qui se constitue dans la pratique et qui est toujours orienté vers des fonctions pratiques. »(1980 :87)

Ce système de dispositions structurées et structurantes est ce qu'il appelle *habitus*. Un *habitus* est le produit d'un conditionnement opéré dans des circonstances particulières à chacun(e)s, produisant et organisant à son tour des pratiques et des représentations « conformes » ou en accord avec les conditions de sa création. (Bourdieu :1980) Mais les *habitus* sont différents d'une personne à l'autre et d'une section de l'espace social à une autre; ce qui pourrait expliquer les différentes positions idéologiques présentes dans l'espace social.

Bourdieu insiste sur le fait que ces pratiques et représentations ne sont pas nécessairement conscientes, que celles-ci sont : « ...objectivement 'réglées' et 'régulières' sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles... ». (1980 : 88). Sans calculer, l'*habitus* répond en fonction de *potentialités objectives* (1980 : 89). Cette régularité du monde pratique constitué en rapport avec l'*habitus*, tend à faire paraître comme « allant de soi » les objets et constructions mentales, les « protégeant » ainsi de toute délibération ou critique. Tout ce qui va à l'encontre de cette vision déjà formée de la réalité serait classé « avant

tout examen » dans la rubrique *impensable* de notre esprit. Ce système semble fermé, comme une machine dont le moteur est scellé, et qui reproduit à la chaîne des pratiques en tout point conformes. Ce ne serait pourtant pas le cas. L'imprévisibilité des rencontres et des événements tout au long d'une vie, ferait en sorte que l'*habitus* puisse se modifier. Il faut toutefois, pour que se produise une modification, que l'*habitus* analyse cette situation en tant que *problème*, et non pas en tant qu'accident. Tout dépend des conditions de production de l'*habitus*, qui diffèrent dans une même société.

Lorsque Bourdieu affirme que : « ...l'*habitus* tend à engendrer toutes les conduites 'raisonnables', de 'sens commun', qui sont possibles dans les limites de ces régularités, et celles-là seulement... »⁶, cela ne signifie aucunement que toutes les personnes suivent docilement la même ligne, et obéissent au même raisonnement. Il ne serait question que de potentialités, puisque les membres d'une même « classe » sont plus *susceptibles* d'être exposés aux mêmes situations⁷. Ici, la notion de classe peut être échangée avec le terme « groupe ». Une classe n'étant pas nécessairement réelle, en effet puisqu'on ne pourrait affirmer que, par exemple, tous les ouvriers vivent la même situation (relations de travail,

⁶ Bourdieu : *Le sens pratique*. 1980, p.93.

⁷ « S'il est exclu que *tous* les membres de la même classe (ou même deux d'entre eux) aient fait *les mêmes expériences et dans le même ordre*, il est certain que tout membre de la même classe a des chances plus grandes que n'importe quel membre d'une autre classe de s'être trouvé confronté aux situations les plus fréquentes pour les membres de cette classe... » (Bourdieu : 1980, p.100)

salaires). Ce serait pourquoi il n'existe pas d'homogénéité idéologique dans une population, même chez ceux provenant d'un même milieu.

REPRÉSENTATIONS, IDÉOLOGIES ET HÉGÉMONIE :

L'idéologie, en tant que système de croyances et de valeurs partagées par une communauté, est au centre de cette étude puisque ce sont bien des idéologies qui s'affrontent actuellement. La différence séparant les partis opposés réside dans ce que chacun considère comme allant de soi, et dans le fait que certains arrivent à imposer, d'une manière ou d'une autre, leur perception du monde. L'hégémonie est une notion également importante dans le cadre de ce travail. Elle est importante dans le sens où l'hégémonie fait référence à une idéologie qui est arrivée au stade où son contenu fait désormais partie d'une classe à part, celle du « non-discutable », du « naturel ». Selon les Comaroff, la différence majeure entre l'hégémonie et l'idéologie est que:

« ...the first consists of constructs and conventions that have come to be shared and naturalized throughout a political community, the second is the expression and ultimately the possession of a particular social group. The first is nonnegotiable and therefore beyond direct argument ; the second is more susceptible to being perceived as a matter of inimical opinion and interests and therefore is open to contestation.»(1991 : p.24)

Pour les défenseurs du libre marché, le modèle du libéralisme économique ferait partie de ces choses intouchables, protégées du débat.

L'hégémonie et l'idéologie seraient les formes à travers lesquelles le pouvoir entre dans la culture, ce dernier terme désignant l'espace de pratique signifiante, la base sémantique servant à la construction et à la représentation de l'humain (1991 :p.21-22). Dans la culture selon les Comaroff, le pouvoir apparaîtrait de deux façons ; un mode actif (*agentive mode*), un mode non-actif (*nonagentive mode*). Le premier concerne la capacité humaine à relativement influencer ou modeler les perceptions et actions d'autres humains à travers l'exercice d'un contrôle sur la consommation, la circulation et la production d'objets et de signes. Le second désigne le pouvoir caché dans ce qui apparaît comme « naturel », caché dans la vie quotidienne, donc une forme de pouvoir inconscient, interne. (1991 :p.22). La combinaison de ces deux modes de renforcement pourrait être à l'origine d'une hégémonie. Si le contrôle vise à uniformiser la diversité de l'information, la diversité des points de vue dans les médias, donc limiter le débat. Si le point de vue officiel devient « naturel », et donc non ouvert à la contestation.

Cette interaction entre l'hégémonie, l'idéologie et la culture présuppose aussi une forme de contrôle sur le discours. Le discours pouvant être considéré comme un véhicule de ces manières de voir, ce dans quoi elle s'exprime. Sur le discours, Michel Foucault (1971) avance une hypothèse voulant que :

«...dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité. »(1971 : p.10-11).

En ce qui concerne son contrôle, Foucault identifie des procédures d'exclusion externes et internes. La première catégorie comprend ; la *parole interdite*, le *partage de la folie*, la *volonté de vérité*. La seconde ; principes de *classification*, principes d'*ordonnement*, principes de *distribution* (1971 : p.21-23). La *parole interdite*, ou l'*interdit*, serait ce qui nous empêche de dire certaines choses, selon les circonstances et selon la personne. Le discours, par ses interdits, serait lié au pouvoir et au désir, puisque celui-ci énonce des désirs et est l'objet même de désirs, et que c'est par lui que passe la lutte tout en étant aussi l'objet des luttes. Le discours forme un pouvoir sur le réel, car c'est par son entremise que l'on fait « paraître » les objets et les représentations, que l'on « décide » de ce qui est bon ou mauvais.

Cette ligne de pensée est également présente chez Göran Therborn qui identifie deux composantes à l'organisation de la domination idéologique ; la première concerne la construction d'un ordre de discours ainsi que son maintien, la seconde renvoie à l'étalement de sanctions et d'affirmations non-discursives (Therborn : 1980, p.82). Cet auteur nomme trois procédures concernant la délimitation du discours, ainsi que sa redistribution. Celles-ci sont : *restriction*, *shielding*, et *delimited*

appropriation. La première se rapporte aux restrictions socialement institutionnalisées qui posent les limites de ce qui peut être dit, par qui et dans quelles occasions. (1980 :p.83). Un exemple, le domaine scientifique. Chaque discipline contrôle (jusqu'à une certaine limite et tout dépendant de quelle discipline il s'agit) ses orateurs par une imposition de ce qui est Vrai, pour emprunter le terme de Foucault (Foucault :1971, p. 35-37). Le *shielding* concerne les procédures internes d'un discours, ayant pour but d'offrir une forme de protection contre les autres formes de discours. Therborn identifie deux de ces procédures internes : l'*authorization* et la répétition du discours prévalant. La dernière procédure (*delimited appropriation*) assure que le discours a une réception restreinte à certaines sphères, dans l'espace et dans le temps. Par exemple, le discours religieux est limité à l'église, l'éducation à l'école et le politique au Parlement, ainsi qu'à certaines périodes comme les campagnes électorales, mais aussi dans les informations publiques. (1980 : p. 83-84)

Concernant les aspects non-discursifs du processus de domination idéologique, Therborn ne précise pas clairement ce qu'ils constitueraient. Par contre, cette dernière forme ainsi que celle liée au discours se rejoindraient dans ce qu'il nomme *ideological apparatuses* : « ...settings of clustered discourse and related non-discursive practices, and settings or sites of ideological conflict. » (1980 :p.85-86)⁸. La domination idéologique, entraînant l'acceptation de l'ordre établi, peut dans ce modèle se manifester selon différents types ; 1-*Accomodation*, 2-*Sense of*

inevitability, 3-Sense of representation, 4-Deference, 5-Fear, 6-Resignation. Les deux dernières sont des effets de domination idéologique menant à l'acceptation de la deuxième solution (*inevitability*). (1980 : p.95-98)

Cette forme d'imposition de schèmes de perception est propre à l'hégémonie, ou du moins à une idéologie dominante. Par contre, la seule imposition d'une manière de voir n'est pas suffisante pour naturaliser les pratiques et les signes. Il faut aussi une forme de *répétition* de ce contrôle pour que, au fil du temps, celui-ci devienne invisible, donc « naturel ». Rôle attribué, entre autres, aux médias de masse dont les quotidiens. En effet comme l'affirme Ignacio Ramonet :

« ...le seul moyen dont dispose un citoyen pour vérifier si une information est vraie est de confronter les discours des différents médias. Alors, si tous affirment la même chose, il n'y a plus qu'à admettre ce discours unique... »⁹

L'hégémonie n'est toutefois jamais totale, et sa persistance n'est aucunement mécanique. Ce qui « va-de-soi » n'est jamais éternel, puisque les régimes au pouvoir ne peuvent pas totalement contrôler la circulation des idées, des idéologies. L'hégémonie n'arrive pas non plus à cacher toutes les contradictions émergeant de la vie des acteurs sociaux. Si, par exemple, un gouvernement tente de faire la promotion d'un système valorisant les actionnaires, la croissance économique, etc., il a peu de chance d'être bien perçu par un groupe de sa société qui ne peut

⁸ Voir schéma en annexe, Figure 1, tiré de l'ouvrage de G. Therborn, (1980 :p.87).

⁹ RAMONET, Ignacio. *La tyrannie de la communication*, p.81.

pas atteindre ce niveau de vie louangé. La vie de tous les jours et le cheminement d'une vie permettent d'absorber certaines normes, valeurs, mais permettent aussi de se sentir exclu, puisque ce qui est projeté n'est pas nécessairement compatible avec la réalité vécue. Ce serait ainsi que ce qui fait partie de l'hégémonie pourrait retomber dans l'idéologique, c'est-à-dire dans l'arène du débat. Tout dépendrait du succès que remporte l'idéologie dans sa tentative de cacher ses contradictions dans l'orthodoxie, donc de parvenir à l'hégémonie.

En ce qui concerne le sujet de cette présente étude, la forme actuelle du capitalisme ferait partie de ces choses qui retournent dans ce qui peut être débattu. Sa forme actuelle : mondialisée et globalisée ; semble incapable de cacher ses contradictions, surtout à l'extérieur de la politique institutionnelle. Au sein de la communauté des partis politiques, l'idée semble reçue et approuvée, même en ce qui concerne certains partis dits « socialistes ». Au Québec, les deux principaux partis politiques, opposés sur la question nationale, s'entendent sur la libéralisation des marchés. Le consensus existe sur la question de la libéralisation économique, mais surtout chez les « élites » politiques et économiques. En pratique, il n'existe aucune alternative. C'est pourquoi il serait possible de parler de contexte *hégémonique*. Une hypothèse à ce sujet serait que la logique du libéralisme économique actuel est perçue, même dans certains milieux de gauche, comme allant de soi, résultat d'une lutte pour

l'imposition de catégories de perception du monde social qui est :
« ...l'enjeu par excellence de la lutte politique... » (Bourdieu, 1984 :p.6).

LUTTES DE REPRÉSENTATION AU SUJET DU CAPITALISME ET DES EFFETS DE LA MONDIALISATION :

Nous avons mentionné plus tôt que l'hégémonie n'est jamais totale. Que des contradictions voient le jour après analyses. Ces contradictions, que les pouvoirs en place s'efforcent de faire disparaître ou de cacher, font en sorte que des groupes se mobilisent. Encore ici, les enjeux sur lesquels les différents groupes se penchent sont variés. Écologie, féminisme, syndicalisme, droits de l'enfance, lutte à la pauvreté, promotion de la démocratie directe, sont des sujets rencontrés chez les opposants à ce que l'on nomme mondialisation. Le consensus idéologique n'est, encore une fois, pas présent puisque l'on pourrait supposer que, à la base, les habitus et plus généralement les catégories de perception issues de ces habitus diffèrent.

Cette absence de consensus est reflétée de plus au niveau du langage, du discours. Le langage, en tant que fonction visant à communiquer et à créer du *sens*, diffère d'un groupe à l'autre. Chacun à sa propre version des faits. Le langage, se tenant entre l'humain et le

monde, *réfracte* et *signifie*¹⁰. Il *réfracte*, comme un verre mal ajusté déformant la vision, parce que :

« ...it allows the production of a variety of significations (...) this variety is linked to the existence of different enunciative positions, taken up by concrete actors, in a field of conflictuality and unequal power relations. » (Dominique Masson : 1997, p.66).

Le langage *signifie* parce qu'il produit du sens. Conséquemment, cet exercice de signification construit la réalité sociale dans laquelle nous interagissons. Nous construisons la réalité en la décrivant d'une manière ou d'une autre, selon le point de vue. La seule différence est que le pouvoir d'imposer une réalité n'est pas également réparti dans la société. Aussi, le langage est limité par un cadre. Celui-ci proviendrait du fait que le discours, qui naît au sein d'un mouvement, provient d'une série d'appréciations de la réalité, qui peut se transformer en un *master-frame* liant les groupes ou individus du mouvement.(P.63 D. Masson) Ce cadrage du discours ne permettrait pas une infinité de variations. Il y aurait une limite à ce qui peut être dit.

Que ce soit une idéologie dominante ou marginale, celles-ci utilisent toutes les mêmes mécanismes de propagation, de légitimation. La différence réside dans le succès qu'elles remportent dans la bataille pour ce que Pierre Bourdieu nomme la *nomination officielle*¹¹. Actuellement,

¹⁰ Dominique Masson : « Language, Power and Politics : Revisiting the Symbolic Challenge of Movements ». P.66, in *Organizing Dissent : Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, William K. Carroll (Éd.), 1997 2^{ème} édition (1992).

¹¹ Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des 'classes' », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. 52/53, juin 1984, p.7

des idéologies s'affrontent au sujet de la mondialisation économique et de la globalisation. La mondialisation économique est l'expansion des marchés à l'échelle mondiale, un phénomène dont les origines remontent au XVIème siècle, tandis que la globalisation est l'expansion récente des marchés, et celle de l'information et de la « culture » grâce à l'Internet. Définir si ces processus constituent de bonnes ou de mauvaises choses reste dans le domaine des valeurs et de l'idéologie, donc des catégories de perception. Idéologie mais aussi hégémonie car si théoriquement chaque point de vue est valable, dans la pratique les choses se passent différemment. Le pouvoir de « dire », de définir ce qui « est » réside presque exclusivement dans les mains des entités institutionnelles, dont le pouvoir politique. Ils peuvent imposer une manière de voir jusqu'au point où celle-ci disparaît pour être reconnue comme « allant de soi ». Ce serait ultimement pour ce pouvoir que les idéologies s'affrontent.

Il y a hétérogénéité relative mais aussi pouvoir hégémonique. Un pouvoir d'imposer décuplé par la possession du discours légitime, institutionnalisé, également fort de son pouvoir symbolique. Ce pouvoir du symbole n'est pas à sous-estimer, car il donne une crédibilité aux gestes et paroles de ceux qui en sont les détenteurs. Nous n'avons qu'à prendre l'exemple d'une information dont la source est gouvernementale ou provenant d'un organe *réputé*, comparée à une source extérieure, moins *reconnue*. À première vue, la première semble plus fiable, ou du moins c'est ce que l'on essaie de faire croire. C'est ce qui fait la différence entre

la presse officielle, reconnue, et la presse alternative. Les journalistes de la première sont, en théorie, critiques, professionnels, tandis que les seconds sont considérés en général comme moins crédibles, presque amateurs. La suite de ce travail permettra, nous l'espérons, de nuancer ces avis.

JOURNALISME ET OBJECTIVITÉ :

Les quotidiens forment, avec la télévision et la radio, des sources privilégiées d'informations auprès desquelles les gens, ou acteurs sociaux, puisent les connaissances leur permettant de se faire une idée de la « réalité » du monde dans lequel ils vivent. Ces sources constitueraient un élément important de la formation idéologique. Elles servent, en premier lieu, d'aliments idéologiques puisqu'une personne puise dans ce qu'elle sait et apprend pour confirmer ou infirmer ses hypothèses sur le « réel ». La presse en est une source privilégiée.¹² Non pas que les gens ingèrent sans effort critique les informations contenues dans ces organes, mais leur répétition quotidienne ne ferait qu'imposer plus fortement une position idéologique adoptée par cette presse. Un des mythes associé à la presse occidentale, ou dans les pays démocratiques, est que celle-ci est libre. Au Québec, l'État n'a pas le monopole sur les

¹² « Sans doute la presse n'est-elle pas seule à diffuser des nouvelles dans le corps social. (...) Il n'en reste pas moins que, dans la mesure où les rapports de voisinage et, d'une façon générale, le temps consacré aux échanges sociaux ont considérablement diminué, c'est elle qui assure pour l'essentiel **la dissémination immédiate des connaissances.** » (B. Voyenne : 1971, p.208, caractères gras dans le texte)

médias, qui y seraient conséquemment libres, puisque à l'abri du contrôle idéologique. L'illusion est que ce contrôle ne peut parvenir que du gouvernement. L'entreprise privée, quant à elle, laisse les idées se propager sans intervenir. Telle est la croyance.

En fait les quotidiens sont, pour plusieurs raisons, enclins à adopter une certaine vision des choses. Une des raisons serait que ces organes ont des buts axés sur la vente de copies. Plus ils vendent, plus ils leur est possible d'attirer des commanditaires, ou annonceurs publicitaires qui cherchent à capitaliser sur la grande visibilité de ces médias.(Herman & Chomsky : 1988) Précisons que, au Québec, la totalité des quotidiens francophones sont soit la propriété de Power Corporation, soit de Québecor, deux multinationales oeuvrant également dans plusieurs autres secteurs économiques. Cette concentration des médias dans les mains d'intérêts capitalistes pose les bases du problème de l'objectivité.

Problème d'objectivité mais aussi de qualité des informations. La concentration de la presse contribuerait à un nivellement de l'information, à une standardisation. Cette conséquence serait liée aussi aux sources identiques auprès desquelles les journaux puisent leurs informations. Ces sources, telles que les différentes agences de presse (AFP, PC, Reuter, etc.), ou même les sources officielles, contribuent à cette uniformisation du contenu (B. Voyenne : 1971, p209-210). Les sources moins « officielles » sont boudées ou simplement jugées non pertinentes,

puisqu'il manque de force symbolique, ou si vous préférez de capital symbolique. Un exemple, les sources environnementales. Lesquelles ont le plus de crédibilité? Les groupes écologiques ou le ministère de l'environnement? Il est possible de supposer que ce serait la seconde, puisqu'il ne peut avoir de parti pris à ce sujet. Tandis que les écologistes sont à l'avance dévoués à leur cause. Précisons ici que l'exercice de la désinformation, ou du choix de l'information n'est pas seulement lié aux groupes dominants, mais aussi aux autres. La différence est que ces pratiques ont plus d'effets lorsqu'elles sont liées aux groupes dominants, vu leur contact étendu, massif auprès de la population. En effet, les idées marginales ont une propagation beaucoup plus réduite que leurs adversaires puisqu'elles ne bénéficient pas des mêmes médiums.

Qu'en est-il des journalistes travaillant au sein des quotidiens, sont-ils tous contraints à suivre une ligne précise, ou peuvent-ils s'en écarter? Il est impossible d'affirmer que les journalistes soient tous d'accord ou non avec l'idéologie de leur employeur, quoique certains penchants idéologiques peuvent être découverts dans les écrits de ces derniers, comme nous le verrons dans un prochain chapitre. La place des éditorialistes est primordiale dans cette étude. Car c'est souvent par eux que la position officielle du journal se fait entendre. Les patrons n'ont, en théorie, qu'à bien choisir ces derniers, d'après certains critères idéologiques (anciens écrits), pour que leur voix soit respectée. Avant que

nous soyons lapidés pour démagogie, précisons que l'esprit critique est présent dans ces quotidiens. Il n'est que limité à un cadre bien défini. En effet il sera possible, plus loin, de se rendre compte que la critique ne s'engage pas ou très peu (et de la part de certains journalistes) sur certaines avenues. Comme, par exemple, l'usage illégitime de la force par les policiers, ou la « casse sélective politique ».

Mais est-ce que le fait d'adopter une approche plutôt qu'une autre consiste en une manipulation? Bernard Voyenne, qui était professeur au Centre de formation des journalistes (France) à l'époque de la publication de son ouvrage, affirme à ce sujet que : « Tout au plus, l'imprimé peut-il renforcer les convictions d'un hésitant ou retenir celui dont l'adhésion commence à faiblir. Encore s'agit-il des organes qui ont une ligne politique. » (1971 :210-211). Selon lui, l'effet d'une propagande serait limitée, et la prise de position se limite aux journaux d'opinions et seulement eux. Les autres : «...les plus nombreux, les plus populaires... » (1971 :213), ne pourraient se permettre de prendre une position idéologique puisqu'ils s'adressent à des lecteurs différents, et sont ainsi contraints de privilégier ce qui les rassemblent, :«...et de taire ce qui sépare. ».(1971 :213) Cette dernière affirmation est très significative. Taire une information est synonyme de cacher, donc de présenter un portrait incomplet, voir même erroné, d'une réalité. Est-ce que ce serait compatible avec une prise de position idéologique? Peut-être. Le fait reste que certains aspects d'une situation sont tus, ce qui implique que la

population lectrice de journaux ne possède pas toutes les informations nécessaires à une évaluation « objective » de la réalité sociale. Constat potentiellement alarmant.

Toujours est-il que la presse, selon les dires de Bernard Voyenne, façonne et oriente les manières d'être et de penser des lecteurs, de façon indirecte, par des procédés que l'auteur nomme : *l'effet de prestige, l'imprégnation lente et l'orientation du contenu*. (1971 :214). C'est dire à quel point les journaux ont une emprise sur le présent. Non pas qu'ils font le réel, mais ils contribuent à sa formation en présentant une information orientée idéologiquement. Les acteurs sociaux ne sont pas présents pour assister à tous les événements du monde. Il se fient donc aux différents médias, dont les quotidiens, pour pouvoir se faire une idée du réel. Mais si la présentation de cette réalité est incomplète, ou sujette à une sélection basée sur des critères subjectifs mais perçus comme objectifs, le réel se façonne à travers une lentille dont la prescription est désuète, l'image est floue comme les premières images du télescope spatial Hubble. Certains faits ont leur existence niée par le choix de ce qui est valable en tant que nouvelle. Un massacre bien réel pour la population l'ayant vécu, n'existe pas pour les gens n'ayant pas accès à son existence. D'une manière moins directe, les lecteurs sont poussés à voir une situation de la manière dont elle est présentée, s'ils n'ont pas d'information pouvant nuancer le constat qui leur est présenté.¹³

¹³ « **Les nouvelles ne sont pas des objets mais le produit d'un jugement.** Par conséquent l'objectivité ne se ramène nullement à la transmission de données qui s'imposeraient d'elles-

Les médias taisent certains sujets ou leur enlèvent de l'importance. Prenez, par exemple, l'importance des cahiers économiques dans les journaux, qui prendraient de plus en plus de place selon Colette Beauchamp, et qui ne présente l'économie que de la perspective des riches et puissants (1987 :27-32). Rarement des liens y sont faits entre les nouvelles modes économiques et les répercussions potentiellement néfastes sur le tissu social. Les mots d'ordre, tout comme au gouvernement, y sont ; productivité, flexibilité, croissance. Les grands médias évitent de parler ouvertement de ces questions touchant une grande partie de la population. Les « rigidités » (salaires, conditions de travail) du monde du travail sont un obstacle pour les entreprises, il faut donc les rendre plus « flexibles ». Cela se traduit souvent par des « rationalisations », ou mises-à-pied dans des termes plus simples. Aussi, les grands quotidiens n'offrent que peu de place aux informations internationales, qui pourraient permettre de mettre en perspective les résultats des pratiques néolibérales outre-mer. Les journaux dépensent d'importantes sommes d'argent pour couvrir les multiples événements sportifs à travers le monde, mais ne peuvent dépêcher des journalistes pour couvrir tel conflit, ou telle crise sociale à l'étranger (mis à part ce qui se passe aux Etats-Unis). On se fie, en ce qui concerne la couverture de ces sujets, aux différentes agences de presse officielles, mais non aux

mêmes. Elle est une opération d'initiative et de discernement, qui repose en grande partie sur les capacités professionnelles et la valeur morale des journalistes. (...) ...**la liberté des informés est directement proportionnelle à celle des informateurs.** » (B. Voyenne : 1971, p.280, caractères gras dans le texte)

agences locales qui pourraient fournir une information plus nuancée sur des événements précis. Colette Beauchamp ajoute à ce sujet :

« Aucun média québécois n'est abonné à une agence de presse des pays de l'Est comme TASS, ni à NANAP, pool d'agences de presse des pays non alignés, ni à Chine-Nouvelle; ils ne s'alimentent pas davantage aux agences Prensa Latina (Cuba), Salvapress (Salvador) et Nueva Nicaragua, qui ont pignon sur rue à Montréal. »¹⁴

Le problème est que les sources indirectes, que constituent les agences de presse, peuvent véhiculer un contenu idéologique. En se basant toujours sur ces mêmes sources d'information, le contenu peut avoir tendance à s'uniformiser. (1987 : p.78-79).

Promotion d'idéologies, mais la ou lesquelles? Celles d'intérêts dominants? C'est ce que nous tentons d'avancer. Mais comment la presse se ferait-elle complice de ces agissements? Elle critique pourtant les différents partis. Là est le problème, car si certains débats sont présentés et alimentés par la presse, certains autres sont négligés. Comme le fait que peu importe le parti, l'idée centrale est la même; libéralisation des marchés. Pourquoi une si belle entente? Une explication pointe vers les *Think tanks*, ou groupes de production politique privés. Ces derniers sont chargés d'élaborer les politiques des partis au pouvoir, comme le Fraser Institute. Le *National Institute for Research Advancement* (NIRA)¹⁵, énumère neuf (9) *think tanks* travaillant au Canada; The Fraser Institute,

¹⁴ Colette Beauchamp. 1987 « Le silence des médias : les femmes, les hommes et l'information », p.79.

¹⁵ www.nira.go.jp/ice/tt-info...

Canadian Institute of International Affairs (CIIA), The Canadian Institute of Strategic Studies (CISS), Canadian Policy Research Networks (CPRN), C.D. Howe Institute, Institute for Policy Analysis (Université de Toronto) (IPA), Institute for Research on Public Policy (IRPP) ou Institut de Recherche en Politiques Publiques, Institute On Governance (IOG), Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Certains de ces instituts exercent leurs recherches dans des domaines similaires, comme le C.D. Howe Institute et le Fraser Institute. Ces derniers, se présentant comme indépendants, se penchent sur des questions concernant l'économie, le social, les politiques publiques. Le C.D. Howe travaille plus particulièrement sur des sujets tels que la réforme en éducation, les politiques familiales, les politiques fiscales, les politiques sur le commerce etc..¹⁶ Un autre groupe influant auprès des gouvernements canadiens est le Conseil canadien des chefs d'entreprises (CCCE), anciennement appelé Business Council on National Issues (BCNI), et dont font partie entre autres messieurs Paul Desmarais Jr. et André Desmarais de Power Corporation du Canada.¹⁷ Il sera question plus tard des pratiques particulières des ces groupes.

Colette Beauchamp poursuit en désignant les journalistes et la presse comme étant impliqués dans ces exercices d'affirmation des intérêts des puissants. Ces journalistes, surtout au sein des pages

¹⁶ www.nira.go.jp/ice/tt-info/nwdtt9/c1024.html et .../c1023.html

¹⁷ www.ceocouncil.ca/Français/About/members.htm

économiques, ne cherchent pas les dessous des politiques et comportements des dirigeants politiques et économiques. « *Moins que jamais, ils expliquent le contenu et le non-contenu du discours idéologique actuel du pouvoir politique et financier, et ses conséquences.* »¹⁸ Cette propagation d'un discours unique, sans alternatives proposées, contribue au modelage idéologique des gens. Les informations étant présentées non comme un point de vue mais comme une vérité immuable, les lecteurs qui n'ont aucune information complémentaire, différente, n'ont pas vraiment de choix. La force de persuasion de ce discours est multipliée par l'adhésion de journalistes à ce dernier, qui se font un devoir de le répéter.¹⁹ Beauchamp s'attaque ensuite au mythe de l'Objectivité, qui ne serait : « ... rien d'autre que la subjectivité masculine. »²⁰, mythe ne servant qu'à cacher cette subjectivité derrière un rempart.

« Parce qu'ils se sont imposés par la force comme groupe dominant, les hommes exercent depuis des générations un monopole sur la définition du monde et la création du savoir et du langage. Ils ont tout défini, la féminité y comprise. Et là, ils ont fait un deuxième tour de passe-passe : ils ont attribué aux femmes la subjectivité. »²¹

Cette Objectivité serait, selon l'auteur, à l'origine de la mise au rancart des approches alternatives en ce qui concerne la santé, et l'écologie, au profit des approches visant à promouvoir la technologie, l'efficacité, au détriment d'options plus humaines, mais tout aussi « efficaces ». Il est utile de préciser ici que le texte de C. Beauchamp date de 1987, et que

¹⁸ Beauchamp : 1987, p.115 (italiques dans le texte original).

¹⁹ Beauchamp : 1987, p.115-119

²⁰ Beauchamp : 1987, p.147

présentement le « marché » des produits biologiques est en expansion, quoique très limité par la puissance des fermes-industries, prônant la productivité maximale (engrais chimiques, OGM, pesticides et herbicides), incompatible avec une approche écologiquement saine. L'option biologique n'est toutefois pas à l'abri de la récupération par les gros joueurs de l'industrie de l'alimentation, processus déjà enclenché.

Le bassin de population que les grands quotidiens rejoignent est évidemment plus grand que celui des journaux dits alternatifs. Premièrement, il n'existe pas de quotidien alternatif (dans le sens de constituant une alternative aux grands quotidiens de droite/centre-droite du Québec). Les coûts associés à la publication d'un journal quotidien sont trop élevés. Les grands quotidiens peuvent être vendus à peu près partout dans la province, tandis que les journaux alternatifs n'ont que peu de points de vente et sont fréquemment limités à certaines régions.²²

« On arrive même à croire que les idées véhiculées par les médias officiels sont celles qui intéressent le plus les gens et que le contenu des médias dits alternatifs n'intéresse pas ou peu la population. »²³

Si, après ce constat, on accepte l'idée selon laquelle l'information que nous recevons des médias contribue au modelage de notre pensée, il est possible d'avancer l'hypothèse de la manufacture du consentement par les médias. Mais une question reste sans réponse. Est-ce que la population qui fait la lecture des journaux officiels est idéologiquement en

²¹ Idem

²² Beauchamp : 1987, p.164-165

accord avec les idées propagées par ces quotidiens? En d'autres termes, est-ce que la dite propagande est efficace dans son travail de modelage? Affirmer qu'une population soit totalement sur la même longueur d'onde au point de vue idéologique est sans fondement. Les gens sont en désaccord sur bien des points, cela a toujours été et sera toujours, malgré ce que pourrait affirmer certains. Car débattre est ce qui fait avancer les idées. C'est bien ce qui semble manquer socialement aujourd'hui. Les débats se limitent la plupart du temps à des questions et enjeux préétablis, rarement se font-ils sur le fond d'un problème. Encore faut-il que le problème soit considéré, justement, comme un problème pour que les médias et les journalistes daignent s'y attarder.

Mais est-ce que ces journalistes, dont la profession serait théoriquement de présenter des informations objectives, croient être objectifs ou sont-ils conscients de leur subjectivité, croyant seulement que cette alternative est la meilleure? Herman et Chomsky affirment à ce sujet que, suite à l'action des *filtres* qu'ils identifient comme sources du choix de l'information, :

« The elite domination of the media and marginalization of dissidents (...) occurs so naturally that media people, frequently operating with complete integrity and goodwill, are able to convince themselves that they choose and interpret the news 'objectively' and on the basis of professional news values. »²⁴

²³ Beauchamp : 1987, p.164

²⁴ Edward S. Herman et Noam Chomsky. 1988 « Manufacturing Consent : the Political Economy of the Mass Media », p.2

Est-ce que les propriétaires des journaux exercent une influence sur le contenu idéologique de leurs quotidiens? Cette dernière question est abordée dans un mémoire publié par la Confédération des syndicats nationaux (CSN) au sujet de la concentration de la presse.²⁵ C'est une question importante sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Cela nous ramène au *sens commun* de Bourdieu. Selon cette théorie, les journalistes des grands quotidiens pourraient faire partie d'un même groupe. Un groupe partageant, plus ou moins, une même vision du monde. Une similarité de points de vue pouvant aboutir à une uniformisation de l'information. Il ne s'agit ici que d'une tendance générale, certains journalistes tentent de présenter les faits d'une manière différentes de celle d'autres collègues. Toutefois, cela ne signifie aucunement que le journaliste soit impartial. La parfaite neutralité est un mythe, un idéal impossible à atteindre, puisque chacun analyse ce qu'il voit, entend, lit selon ses propres connaissances et ses propres valeurs. Il faut se pencher ici sur les postes qu'occupent les différents journalistes, comparativement à leur discours. Est-ce qu'un journaliste affecté aux questions économiques pourrait se permettre d'écrire un article sur les différentes options quant à la marche à suivre des gouvernements et de la société en général? Ou bien celui-ci, grâce à ce qu'il considère comme allant de soi, privilégie une option étant en accord avec ses valeurs et peut être même ses intérêts, parce que cette décision « a du sens »? Certains

²⁵ www.csn.qc.ca/Memoires/ConcentrationPresse.html

journalistes adoptant la position dominante se voient, dans certain cas, bien récompensés²⁶.

²⁶ « QUEBEC, le 2 mai /CNW/ - Le président de Gesca Ltée, monsieur Guy Crevier, annonce aujourd'hui la nomination de monsieur Alain Dubuc au poste de président et éditeur du quotidien 'Le Soleil de Québec'. » source : www.powercorp.com/index.php?lang=fra&comp=gesca&cd=news&page=news

2. MÉTHODOLOGIE

27 novembre au 4 décembre 1999.

Les données brutes de ce travail ont été puisées dans les quotidiens francophones du Québec. Ces journaux sont ; La Presse, Le Devoir, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Droit (Ottawa-Hull), Le Quotidien, La Voix de l'Est, La Tribune. Par souci de comparaison, nous y avons ajouté un quotidien français ; Le Monde. Ce choix de quotidiens est basé premièrement sur leur caractère francophone ciblant ainsi une population plus précise, et en second lieu sur la base de leur caractère institutionnel, c'est-à-dire de leur position en tant qu'organes de presse réputés et par le fait même *crédibles*. Ce pouvoir institutionnel n'est, selon nous, pas à négliger.

Une période devait être choisie pour y trouver les échantillons (articles) pertinents pour ce travail. La Conférence ministérielle de l'OMC se déroulant entre le 30 novembre et le 3 décembre 1999, nous avons choisi de ne pas couvrir que cette période précise, en ajoutant des articles provenant de jours précédants et suivants les dates mentionnées, c'est-à-dire du 27 novembre au 4 décembre de la même année. Cet exercice permettait d'avoir un aperçu de l'annonce et du suivi de l'événement. La sélection des articles se basait sur le sujet. Tout ce qui avait rapport à la Conférence ministérielle, ainsi qu'aux différentes manifestations a été sélectionné, pour être soumis à un tri supplémentaire plus tard. Une

question importante pour ce travail était de savoir comment les différents manifestants, les revendications et les actions entreprises par ces groupes furent décrits par les journalistes. Comment les actions policières étaient présentées. Comment les déclarations institutionnelles, sujets de négociations, et enjeux étaient perçus et reportés par les journalistes. Nous parlons ici de perception car les journalistes, selon notre hypothèse, ne feraient pas toujours abstraction de leur propres valeurs dans l'écriture de leurs articles destinés à informer. Il s'agissait d'effectuer une lecture des articles en fonction de mots clés et de thèmes abordés. Est-ce que certains termes à saveur péjorative sont utilisés dans la description des événements? Si c'est le cas, de qui est-il question lors de leur utilisation ; des policiers, des manifestants, des politiciens et délégués ?

La question des thèmes est importante. Il fallait, par exemple, prendre compte de la place laissée aux arguments défavorables à la globalisation. Ceci ne représente pas un biais, nous considérons simplement que le discours favorable à la globalisation ne devrait pas avoir de problème de visibilité au sein des quotidiens. Ce qui ne serait, selon nous, pas le cas du discours opposé. Après analyse des articles, il semblerait qu'une grille d'analyse ait été privilégiée. Nous nous sommes penchés davantage sur le cas des manifestants et de la manière dont ils sont dépeints par les journalistes. Les rapports policiers/manifestants étant, depuis quelques années, plus enclins à dégénérer en confrontation, il nous fallait examiner les conclusions des journalistes quant à la source

de ces violences. Est-ce que l'on fait la différence entre *action directe* et *violence* ? Qu'est-ce qu'un acte violent ? Est-ce que les actions d'un parti sont légitimées ? Quelles sont les sources auprès desquelles les journalistes puisent leurs informations ? Les sources constituent un aspect important pour cette recherche. Utiliser les sources officielles, telles que les rapports policiers ou des entrevues avec des délégués ou des représentants du pouvoir, apporte des informations qui, si elles ne sont pas confrontées dans le même article avec des informations complémentaires provenant de sources non officielles ou indépendantes du pouvoir, peuvent contribuer à la propagation d'une image fautive de la réalité. Une image fautive parce qu'elle est seulement représentative du point de vue officiel.

Il est, en effet, important de relativiser certaines actions en les présentant selon la perspective des gens qui n'ont pas nécessairement voix au chapitre. Briser la vitrine d'un commerce peut sembler gratuit comme geste si l'on ne mentionne pas son aspect politique. Selon la perspective du militant qui s'adonne à ces pratiques, il y a sûrement une raison. Celle-ci se trouverait au niveau du comportement international de certains commerces tels que McDonalds, Gap, Nike ou Starbucks, cibles privilégiées pour certains manifestants. En voulant dénoncer ces multinationales, un manifestant peut avoir recours à cette « casse sélective »²⁷. Mais pour beaucoup de gens, les journalistes y compris, ce

²⁷ Une « casse sélective » s'attaque à des cibles bien précises. Une « casse » s'apparente plus à l'émeute, où toutes les cibles sont équivalentes (petits commerces, chaînes, domiciles etc.).

geste est déplorable puisqu'il constitue une destruction de biens matériels, un crime devant la loi. Mais est-ce que ce geste est violent ? Cela dépend du point de vue. Pour certains, la violence débute lorsque l'on s'attaque à l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personnes, tandis que pour d'autres elle commence lorsque l'on s'en prend à des objets. Voilà pourquoi il nous faut nous attarder à l'utilisation du terme *violent*, ou *violence*. Savoir à quelles situations l'on attribue ces termes.

Le choix d'une perspective ne veut pas nécessairement dire que l'on ne donne pas la parole aux opinions non officielles. Cela peut également se produire si l'on exerce un choix dans les opinions opposées au discours officiel. Les manifestants ne constituant pas une masse uniforme idéologiquement, il se peut qu'un choix soit exercé en ce qui concerne les interlocuteurs. Choix faisant appel à des positions idéologiques qui ne sont pas trop en conflit avec celles des journalistes, ou qui ne sont pas contradictoires avec la ligne éditoriale du journal. Il faut donc, dans ce cas, faire la différence entre acteurs réformistes, c'est-à-dire proposant une réforme de l'OMC, dans un effort d'humaniser la pratique du commerce international, et acteurs plus « révolutionnaires » ne proposant non pas une réforme de l'OMC mais bien son abolition. Face à cette situation où les acteurs proposent des options différentes, les journaux favorisent-ils une de ces formes de critiques ? La source de ce questionnement provient de la théorie de Bourdieu selon laquelle les individus peuvent, par l'entremise de l'habitus, éviter de s'exposer à des

informations entrant en conflit avec celles auxquelles ils ont été habitués et auxquelles ils croient. Ceci ferait partie, en quelque sorte, d'un processus servant à protéger ce que la personne considère comme « allant de soi ». Ces informations contradictoires seraient ignorées, rejetées, puisqu'elles ne feraient pas appel au sens commun. Sens commun des journalistes, éditorialistes et propriétaires de quotidiens dans le cadre de cette recherche.

Nous avons retenus 16 articles de longueurs variées, que nous avons étudiés en tenant compte de leur nature : éditorial, chroniques, article d'agence de presse, lettre ouverte. Ces articles furent choisis en fonction de leur démarcation par rapport aux autres qui, quoique traitant du sujet qui nous concerne, n'étaient que descriptifs et jugés inintéressants dans le cadre de cet étude. L'approche descriptive, quoique pertinente, nous intéressait moins car elle ne renfermait pas les aspects qualitatifs recherchés pour cette étude. Ces descriptions se limitant à exposer les « faits » de manière presque télégraphique, nous les avons jugées moins pertinentes que les textes à forme plus « éditoriales ». Nous avons aussi porté notre attention sur les propos tenus dans chaque article, si il s'agissait de possible jugements de valeurs. Est-ce qu'une place équitable est laissée aux différents protagonistes lorsque leurs opinions sont sollicitées? Quelles sont les proportions globales, quantitativement, des différents points de vue? Le sujet de la « violence » fut aussi un aspect que nous désirions examiner. Comment les différents

types de « violence » seraient présentées tout dépendant des protagonistes (policiers, manifestants).

3. HISTORIQUE :

UN PEU D'HISTOIRE...

Avant de poursuivre avec l'analyse de la couverture journalistique des événements entourant la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, permettez-nous de vous présenter un petit retour sur l'histoire de cette mondialisation. Ceci permettra de mettre en perspective les arguments avancés par les différents agents et groupes concernés par le sujet de cette étude. Ce qui, nous l'espérons, clarifiera la situation actuelle.

Pour ce qui est de la mondialisation économique, Wallerstein (1994) fait remonter son origine jusqu'au 16^{ème} siècle. En Europe, à cette époque, une « économie mondiale capitaliste » se formait avec l'implantation de ce que l'auteur identifie comme un « processus de production intégré » (*integrated production processes*) ou *commodity chains*. C'est-à-dire que la production se faisait en partie en périphérie des pays producteurs. Ces *commodity chains* ne se limitaient pas aux frontières politiques de l'époque, mais s'étendaient un peu partout en Europe, les surplus s'accumulant principalement dans les zones dites « centrales » ou *core zones*, les zones périphériques étant négligée dans cette redistribution des profits. Ces périphéries servant finalement à fournir une main d'œuvre à bon marché.²⁸

²⁸ Wallerstein, I : *Development : Lodestar or Illusion ?*. in « Capitalism and Development » (Leslie Sklair, (Éd.)), 1994. Routledge, Londres.

Qu'un pays ait été situé au cœur ou dans la périphérie dépendait de l'histoire récente de celui-ci au sein de cette économie mondiale émergente. Certains États se voyaient privilégiés face aux autres par la redistribution inégale des surplus. La hausse du statut d'un état dépendait, en quelque sorte, de l'affaiblissement d'un ou de plusieurs autres. Après le 16^{ème} siècle, les frontières de cette nouvelle économie se seraient étendues au-delà de l'Europe. Wallerstein explique ces changements par la modification de la structure, liée à l'apparition et à la disparition de certaines grandes puissances économiques, dû à la compétition. Pendant les trois siècles précédant le 20^{ème} siècle, chaque fois qu'un pays important perdait son ascendant, une stagnation économique suivait. Avec ces affaiblissements périodiques, venaient des modifications servant à ramener à un niveau adéquat la moyenne des profits globaux de l'économie : « ...and to ensure its continued uneven distribution. »²⁹. Les changements impliquaient, premièrement, une baisse des coûts de production soit par la révision à la baisse des salaires, par la mécanisation de la production, par la relocalisation dans des zones où la main d'œuvre est plus « abordable ». Ces changements impliquaient aussi une hausse des revenus pour les pays favorisés qui purent imposer plus fermement leur domination sur les pays plus faibles.³⁰

Suite à ces annexions, d'autres changements se sont produits. Les processus de production furent modifiés. Le but de cet exercice était de

²⁹ Wallerstein, I. 1994, p.8-9.

procurer une place dans la « chaîne » à des zones nouvellement incluses dans le marché mondial, par exemple à travers le colonialisme. L'extraction et la production de matières premières (minéraux et nourriture, ou *cash crops*), destinées aux manufactures du centre, ainsi que la production alimentaire servant aux travailleurs de la périphérie étaient les nouvelles tâches de ces zones. La seconde transformation se fit au niveau politique. Les structures déjà existantes furent modifiées pour créer des structures étatiques, limitées dans leurs pouvoirs. En effet, ces États ne pouvaient exercer d'influences qu'à l'interne, c'est-à-dire maintenir la cohésion interne nécessaire à la production. Pour ce qui est des rapports avec les autres États, particulièrement avec ceux avantagés par la redistribution, ils étaient, semble-t-il, plus de subordination que d'égal à égal. (1992 : p.8-10). Il est intéressant de noter la similitude des ces relations entre états et la situation actuelle des pays « en voie de développement », qui malgré leur structure étatique « démocratique » ne peuvent, en général, exercer de véritables pressions sur des pays comme les Etats-Unis et autres pays puissants économiquement et militairement.

Bien sûr, cette mondialisation n'était pas identique à celle que nous vivons de nos jours. Une différence, on l'a vu, se situe dans l'extension des contacts via Internet, facilitant entre autres les échanges commerciaux, beaucoup plus rapides maintenant. Une autre différence gît dans la pratique du néolibéralisme économique, doctrine économique

³⁰ Wallerstein, I ; *Development : Lodestar or Illusion ?*. in « Capitalism and Development » (Leslie Sklair, (Éd.)), 1994. Routledge, Londres.

prônant le libre-marché, le commerce sans contraintes ou obstacle et ce au niveau mondial et dans tous les secteurs. Une façon de voir voulant que ce marché libre soit la seule façon de parvenir à la croissance économique garante du bonheur de tous. Elle veut aussi que l'entreprise privée soit la plus efficace en ce qui concerne la gestion des différents secteurs publics. Ce qui différencie le néolibéralisme du libéralisme classique, en gros, est que la première est une version plus radicale de la seconde : « ...car à bien des égards ses propositions vont plus loin. » affirme Michel Bernard³¹. Une différence majeure, selon cet auteur, serait que le libéralisme classique n'a jamais réellement demandé d'État minimum. Le néolibéralisme, au contraire, en fait une nécessité. Le concept de liberté individuelle les sépare aussi. La différence proviendrait de la séparation entre libéraux utilitaristes et libéraux partisans du droit naturel. La version utilitariste, dont Adam Smith aurait fait partie, considérait que ce qui n'a pas d'effets ou de conséquences dans le domaine public relève du privé. Les actions ayant des effets publics relèvent du public et peuvent donc être réglementées. Sauf que le commerce, bien que relevant du domaine public, ne devrait pas être réglementé puisque, selon eux, la liberté est plus efficace que la réglementation. Ce qui limite l'activité économique est l'augmentation du bonheur collectif, ou général, qui est posé comme but premier.³²

³¹ Michel Bernard (1997). *L'utopie néolibérale*. Chapitre 1 « L'idéologie néolibérale », p.37.

³² Michel Bernard (1997). Pp. 37-39.

Pour les partisans des droits naturels, dont Frédéric Bastiat (1801-1850) et Herbert Spencer (1820-1903), cette approche brimait leur droits car:

« Ils prétendent que les individus naissent avec des droits imprescriptibles. Ils plaident que l'augmentation du bonheur général ne peut se faire au détriment des droits naturels, ne serait-ce que le droit d'un seul individu. Malheureusement, il place le droit de propriété parmi les droits naturels. »³³

Ils considéraient la liberté comme le critère suprême pour étudier la validité d'un système, ce que font toujours les néolibéraux. La portion utilitariste des libéraux, dont Adam Smith (1723-1790), Jeremy Bentham (1748-1832) et John Stuart Mill (1806-1873), reconnaissait le bonheur public comme critère premier de cette évaluation. Malgré ces différentes écoles de pensée qui existaient au sein des libéraux, certaines théories parvinrent jusqu'au 20^{ème} siècle, dont celles de David Ricardo (1772-1823) et Jean-Baptiste Say (1767-1832) qui prétextaient que l'intervention de l'État pour stimuler la demande était inutile puisque le marché pouvait créer lui-même la richesse permettant la consommation de ce qu'il produit. Une théorie qui fut appliquée jusqu'aux années 30, après quoi la crise économique demandait une participation étatique à l'économie. Mais elle fut récupérée par les néolibéraux qui la nommèrent *supply side economy*, toujours utilisée de nos jours si l'on se fie à la tendance de la baisse des impôts servant apparemment à l'augmentation de l'offre d'emploi. ³⁴

³³ Michel Bernard (1997), p.38

³⁴ Michel Bernard (1997), pp.41-48

Cette évolution des théories économiques aurait joué un rôle dans la situation actuelle concernant la mondialisation néolibérale et le règne de la pensée unique qui sévit au sein de nos institutions politiques. Mais la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Bien sûr, ses effets concrets ne se sont pas manifestés au même moment partout dans le monde. Son application se fait progressivement, à coups d'accords bilatéraux et multilatéraux entre pays. Selon Michel Rainelli (2002), la première zone de libre-échange (ou plutôt association douanière) aurait été la *Zollverein*, aboutissement d'une série d'accords douaniers entre les principautés indépendantes d'Allemagne. Ce libre-échange était toutefois limité aux pays membres et demandait un tarif douanier unique pour tous les États non-membres. Ce serait sous l'impulsion de la Grande Bretagne, libre-échangiste depuis le 19^{ème} siècle et principale nation dans les échanges mondiaux, que cette pratique fut instaurée. La France signe une traité avec la Grande Bretagne en 1860, traité où était présente la fameuse *clause de la nation la plus favorisée*. Ces pays durent revenir au protectionnisme entre la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle.³⁵

Mais, ce ne sont pas tous les auteurs qui font remonter cette pratique aussi loin. Pour certains, en ce qui concerne les États-Unis et la Grande Bretagne, l'instauration de cette façon de faire s'effectua entre la fin des années 70 le début des années 80, suivi de près par le Canada³⁶. Il faut préciser que ces pratiques actuelles et celles datant du 19^{ème} siècle

³⁵ Michel Rainelli (2002). *L'Organisation mondiale du commerce*. P.7-10.

³⁶ Susan George, www.zmag.org ; Keith Dixon, (1998)

ne sont pas tout à fait les mêmes. La pratique actuelle est plus mondialisée et touche beaucoup plus de secteurs. Cette logique appelée "néolibéralisme" remonte à la fin de la Seconde guerre mondiale.³⁷ C'est à cette période que, par exemple, le Japon fut entraîné dans cette logique qui modifia grandement son économie³⁸. Cette façon d'appréhender l'économie n'était, par contre, pas encore populaire à la fin de la guerre 39-45, époque de son développement³⁹. La logique de l'époque était de poursuivre l'instauration de l'État Providence et du "New Deal", stoppée par la guerre⁴⁰. En Grande-Bretagne, la victoire des travaillistes aux législatives de 1945 mit au pouvoir Clement Attlee. Ce dernier proposa un programme visant la réforme des aspects économiques et sociaux, programme inspiré par les William Beveridge et John Maynard Keynes (de son nom provient le terme "keynésianisme"). Ce programme nationalisait des secteurs importants de l'économie britannique et instaurait l'État Providence en terme de protections sociales, incluant les soins médicaux gratuits.

Bien que grandement appréciées par une majeure partie de la population, surtout les moins nantis il va sans dire, ces nouvelles politiques « gauchistes » ne plurent pas à tout le monde. Pour Friedrich von Hayek, à l'époque chercheur au prestigieux London School of Economics, cette approche apparaissait totalitaire, ou menant au

³⁷ Idem

³⁸ Voir à ce sujet le texte de Bernard Bernier « Flexibility and Rigidity in the Japanese Labor Regime : Reactions to Globalization. »

³⁹ Susan George, www.zmag.org ; Keith Dixon, (1998)

totalitarisme. En 1947, avec d'autres intellectuels dont la majorité était économistes, il fonda la Société du Mont-Pèlerin, la première « Boîte-à-idées » ou *Think Tank* néolibérale. Le but de ce nouveau groupe de penseurs était de faire la promotion du néolibéralisme chez les intellectuels d'occident, et pour ultimement en arriver à un consensus établi sur ce sujet et contrer le keynésianisme ⁴¹. Ce *Think Tank* serait à l'origine de plusieurs autres instituts de promotion du libéralisme économique dans le monde anglo-saxon, dont l'*Institute of Economic Affairs* (Angleterre), et le *Fraser Institute* (Canada) pour ne nommer que ceux-ci. Le but de ces instituts était de donner une base intellectuelle de critique du keynésianisme, dans un premier temps, et de faire en sorte que leur approche soit acceptée ou empruntée par les élites politiques.⁴² Selon Susan George, les néolibéraux auraient très bien compris le concept d'hégémonie culturelle, développé par Antonio Gramsci.

« ...the neo-liberals and their funders have created a huge international network of foundations, institutes, research centers, publications, scholars, writers and public relations hacks to develop, package and push their ideas and doctrine relentlessly. (...) If you can occupy people's heads, their hearts and their hands will follow.»⁴³

Ce faisant, ils donnaient une certaine crédibilité à ces points de vue idéologiques encore mal vus politiquement. En formant un réseau international promouvant le néolibéralisme, ils se garantissaient une

⁴⁰ Susan George à www.zmag.org/ZNET.htm

⁴¹ Keith Dixon (1998); Michel Bernard (1997)

⁴² Keith Dixon. 1998. « Les évangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néolibéralisme. », p.18-32. Éd. Raisons d'Agir, Paris. 111pages.

⁴³ www.zmag.org/ZNET.htm

diffusion à grande échelle de leurs idées, formant ainsi une forme d'internationale néolibérale.

Le Keynésianisme fut maintenu même avec la victoire des conservateurs en 1951, jusqu'à l'année 1975, où Margaret Thatcher prit la tête du parti conservateur.⁴⁴ Margaret Thatcher (GB) fut la première à faire accepter politiquement la manière de faire et de voir néolibérale, suivie de près par Ronald Reagan (ÉU), et Brian Mulroney (CAN). Ces deux derniers signaient un accord de libre-échange (ALE), garantissant la libre circulation des biens entre leurs frontières communes, accord modifié par la suite pour intégrer le Mexique (ALENA ou Accord de libre-échange nord-américain). C'était en quelque sorte la fin de l'État Providence tant craint par les libre-échangistes.

ORIGINES ET STRUCTURE DE L'OMC :

Pour ne parler que de l'OMC, qui n'est qu'une partie du phénomène de la mondialisation économique, nous pouvons retracer sa provenance jusqu'en 1947. À cette époque, la reconstruction de l'Europe préoccupait. Le Secrétaire d'État américain de l'époque, George C. Marshall, lança l'idée de fournir des fonds pour aider l'Europe à se remettre sur pied économiquement. C'était le 5 juin 1947. Un peu plus tard un plan fut adopté, le Plan Marshall (du nom de celui qui en a eu l'idée). Ce plan

⁴⁴ Keith Dixon. 1998. « Les évangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néolibéralisme. », p.18-32. Éd. Raisons d'Agir, Paris. 111 pages.

consistait à aider au renforcement de la superstructure économique européenne : « ...particularly the iron-steel and power industries... »⁴⁵. La logique était qu'en aidant l'économie européenne, les Européens bénéficieraient de meilleures conditions de vie. Aussi, de cette façon, les Etats-Unis se garantissaient un partenaire majeur pour leur commerce. Quand l'économie va, tout va! Ces aides provenaient, entre autres, sous forme de prêts, mais venaient aussi avec des conditions, dont l'ouverture progressive des barrières associées au commerce des marchandises. C'est dans la foulée de ce Plan Marshall que le *General Agreement on Tariffs and Trade* (Accord général sur les tarifs douaniers) fut négocié.

Communément nommé GATT, il constitue le plus ancien accord commercial encore en vigueur à l'OMC. Cet accord, lors de sa création, avait pour but de réduire les barrières aux échanges commerciaux à l'aide de négociations multilatérales⁴⁶, ce qui est toujours le cas actuellement. N'étant, au début, destiné qu'à être un accord provisoire dans l'attente de la création de l'Organisation internationale du commerce (OIC), il fut tout de même maintenu jusqu'en 1995. L'OIC n'ayant jamais vu le jour, le GATT ne fut remplacé que près d'un demi siècle plus tard (1947- 1995) par l'OMC, au sein de laquelle il agit au titre d'accord général de concert avec les deux autres accords généraux; l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et l'Accord sur les aspects des droits de propriété

⁴⁵ www.marshallfoundation.org/about_gcm/marshall_plan.htm

⁴⁶ Les négociations multilatérales se déroulent entre plusieurs pays à la fois. Il y a aussi les négociations bilatérales qui se déroulent entre deux pays ; quoique parfois unilatérales, un pays imposant ses conditions à un autre.

intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)⁴⁷. En effet, comme l'indiquent les titres des accords, le commerce international touche non seulement les marchandises (GATT), mais aussi bien les services que les droits d'auteurs, brevets etc. L'organe décisionnel suprême de cette organisation internationale est la **Conférence ministérielle**, formée par la réunion de tous ses membres. Cette dernière est : « ...habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral. »⁴⁸.

En-dessous de la Conférence ministérielle se trouve le **Conseil Général**. Celui-ci peut se réunir comme **Organe d'examen des politiques commerciales** ou *Trade Policy Review Body*, ou comme **Organe de règlement des différends** ou *Dispute Settlement Body*. Le Conseil général rassemble les ambassadeurs et les chefs de délégation à Genève, ainsi que parfois, des fonctionnaires provenant des pays Membres. Les réunions se font plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Au niveau suivant, nous pouvons trouver trois Conseils oeuvrant dans les différents domaines du commerce; le **Conseil du commerce des marchandises**, le **Conseil du commerce des services** ainsi que le **Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce**. Ces derniers ont pour tâche de s'assurer du bon déroulement des affaires entourant la mise en pratique de l'Accord auquel ils sont assignés.

⁴⁷ RAINELLI, M, *L'Organisation mondiale du commerce*. 2002.

⁴⁸ www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/minist_f.htm

Cette « évolution » des systèmes de « contrôle » du commerce international peut paraître unidirectionnelle, suivant un chemin irrésistible et inévitable, tracé par une main invisible. Il serait facile d'y croire si l'on ne mentionnait pas les diverses tentatives exercées dans le but de promouvoir un système plus adapté aux besoins de certains pays d'Europe et de plusieurs d'Amérique latine, tentatives ayant échoué.⁴⁹

⁴⁹ « Le régionalisme économique international : de la première à la deuxième génération », par Christian Deblock et Dorval Brunelle. *In Tous pour un ou chacun pour soi : Promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité*. M. Fortmann, S. Neil MacFarlane et Stéphane Roussel. 1996.

4. ANALYSE :

« La violence symbolique est une violence qui s'accompagne dans et par la méconnaissance, qui s'exerce d'autant mieux que celui qui l'exerce ne sait pas qu'il l'exerce, et que celui qui la subit ne sait pas qu'il la subit. »

(Pierre Bourdieu)⁵⁰

Le vingtième siècle fut la scène du développement d'un capitalisme à visage changeant. Au début de ce siècle, cette pratique économique était le terrain de jeu d'empires industriels familiaux. De grandes familles possédaient et contrôlaient les entreprises les plus florissantes de cette époque. Le visage du capitalisme se modifia progressivement, au fil des pressions sociales (le syndicalisme, en particulier) et des pressions politiques (socialisme, libéralisme, économisme), pour devenir ce qu'il est présentement, c'est-à-dire globalisé, mondialisé. Cette nouvelle forme du capitalisme s'insère progressivement, furtivement, de plus en plus dans les vies de tous. En se modifiant de la sorte, le capitalisme provoqua de profonds changements dans la manière de faire et de voir des États. Les acquis sociaux ; système de santé gratuit et universel, éducation publique, assistance sociale, etc.; se voient sabordés peu à peu sous couvert d'un sous-financement, orchestré selon certaines critiques par les élus. Ces coupures faites au nom de la « lutte au déficit » et du remboursement de la dette, se firent plus ou moins en même temps que l'apparition d'une « volonté populaire » axée sur la baisse des taxes et impôts, réduisant de

⁵⁰ BOURDIEU, P. « Question de mots », in *Les mensonges de la Guerre du Golfe*, Paris, Arléa-Reporters sans Frontières, 1992.

ce fait la part devant être investie dans les programmes sociaux. Ces nouvelles pratiques furent, par la suite, imposées aux pays en développement sous la forme de la politique d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale, visant à poser les bases d'une économie ouverte aux capitaux étrangers, donc préférant un marché « libre » plutôt qu'une économie basée (totalement ou en partie) sur des industries nationales et sur des financements publics. Au sein des pays industrialisés, ces politiques proviennent, comme il en était question plus tôt, de l'influence des *think tanks* néolibérales.

De nos jours, les échanges commerciaux internationaux sont soumis à une logique se basant sur ce que l'on appelle l'*avantage comparatif*. Cette notion veut que si, par exemple, un pays est meilleur producteur de riz que de métaux, celui-ci devrait se concentrer sur la première production au détriment de la seconde. Un autre pays se spécialisant dans la production de métaux peut ainsi chercher ce qu'il n'a pas en commerçant avec le pays producteur de riz. Un inconvénient est que la production de métaux peut payer plus que la production de riz. Aussi, selon certaines analyses, un pays avec une économie forte peut aisément influencer le prix de certains produits, ce qui est nié par les élites politiques actuelles vantant les mérites démocratiques d'un commerce international libre et ouvert. Suivant la même logique, un pays ayant une économie faible ou moins forte à l'échelle mondiale, se retrouve plus souvent qu'autrement dans une situation où il ne décide pas de son sort,

car son économie ne lui permet pas d'avoir une influence assez grande sur les règles du jeu. Les pays avec les économies les plus fortes ont, quant à eux, une marge de décision et un pouvoir plus grand sur les règles du commerce mondial, sans parler de certaines multinationales ayant une richesse supérieure à celle de beaucoup de pays, et qui par conséquent peuvent influencer les règles elles aussi. Ces règles sont formulées par des pays industrialisés et riches. Les pays pauvres ou moins riches n'ont que la liberté d'adopter ces marches à suivre, de se soumettre à ces règles.

Ce genre d'analyse, de vision des choses, est quasiment impossible à trouver au sein des quotidiens à grand tirage. Les pages économiques et politiques ne font que présenter une version corporatiste, une vue d'en haut, de la situation économique et politique actuelle. Au Québec, pour avoir accès à une critique profonde de cet état des choses « inévitable et irrésistible », il faut aller chercher l'information. On ne nous la donne pas au quotidien. Quotidiennement, ce serait plutôt le discours dominant qui est répété. Certains mensuels, tel que *Le Monde Diplomatique*, ou bien certaines autres publications sur papier (*Recto-Verso*, *L'itinéraire*, etc.) ou sur format électronique (*Independant Media Center*, *Zmag*, *Centre des Médias Alternatifs du Québec* ou *CMAQ*), proposent souvent une critique débordant les cadres connus chez les quotidiens. Le fait est qu'aucun quotidien, au Québec, ne peut se dire vraiment indépendant. Il existe bien le journal *Le Devoir*, mais il est

contrôlé partiellement par Québecor. Le Journal de Montréal et le Journal de Québec appartiennent en entier à Québecor. Les autres quotidiens québécois francophones sont, en totalité, la propriété du holding Power Corporation, à travers sa filiale Gesca Ltée. Une question se pose à ce moment. Pourquoi n'existe-t-il pas une presse quotidienne indépendante au Québec (et même au delà)? Le coût apparemment très élevé associé à la publication de ce genre d'imprimé constituerait une réponse acceptable. L'impression et la distribution en seraient les aspects les plus onéreux. Ces coûts entraîneraient une dépendance face aux commanditaires (banques, institutions financières, commerces, etc.). L'impression d'articles critiques sur un système tel que le capitalisme pourrait faire fuir ce genre commandites, ou même faire en sorte que ces derniers refusent de donner des sous, ou retirent leur financement à un journal publiant des analyses allant contre leurs intérêts (Herman et Chomsky : 1988, p. 1-31).

Affirmer pourtant qu'il n'existe pas de débats au sein de la presse serait faux. Il existe bien un espace pour quelques interlocuteurs ayant une pensée critique sur certains sujets tels que la mondialisation capitaliste. Lors des événements de Seattle, une place fut laissée au débat. Quoique restreinte à un certain cadre analytique (ne dépassant pas la critique réformiste), cette place fut tout de même présente. Il faut dire que ces quotidiens, dont La Presse avec plus d'un siècle d'existence, ont tout de même un capital symbolique à entretenir. La réputation d'objectivité est, pour certains, irréprochable en ce qui concerne ces

grands quotidiens. Réputation basée sur un siècle et plus de loyaux services en information. Pourtant cette « objectivité » se base sur une appréciation orientée vers une analyse strictement limitée au cadre allant de la critique libérale à la critique réformiste. L'*analyse* radicale est, pour ainsi dire, complètement absente des pages de ces journaux. Ceci est sûrement due à l'absence d'une presse quotidienne de gauche au Québec. Précisons ici ce que nous considérons comme une analyse radicale. Elle est radicale par son opposition à la vision reconnue de la réalité, par sa distance face au « discours unique » dans ce cas-ci privatisant et libéralisant. Donc si une critique intègre des arguments attaquant les bases et/ou les aspects négatifs de la forme actuelle du capitalisme, sans concessions, nous pouvons considérer cette analyse comme « radicale ». Non pas qu'il n'y ait aucune mention de ce genre d'arguments dans les quotidiens, certaines « entrevues » avec des manifestants furent publiées (quelques lignes). Simplement, aucun article (sauf un⁵¹) provenant de « spécialistes » ne mettait l'emphase sur ces critiques. Le poids de ces arguments en est conséquemment diminué puisque non associé à un interlocuteur « savant » et diplômé, rendu crédible par une charge symbolique non négligeable associée à son statut.

Ce poids symbolique des interlocuteurs s'additionne à celui porté par ces organes de presse reconnus que sont les quotidiens

⁵¹ Il s'agit d'un extrait de conférence de Raymond Gameau, Président du conseil et chef de la direction de l'Industrielle-Alliance Compagnie, dans *Le Soleil*, 28 novembre 1999, page B5.

francophones du Québec. Le résultat de tout ce poids est la crédibilité des arguments proposés et grandement diffusés par ces derniers. Ceci contribue d'une manière importante à la vision que se font les lecteurs de la situation actuelle, de la « réalité ». C'est ce que Noam Chomsky nomme *manufacturing consent*, ou la manufacture du consentement, consistant à produire des informations axées sur une vision particulière de la réalité, celle des élites, de manière à former des esprits consentants à la façon de faire de ces mêmes élites politiques, scientifiques et économiques. Créer des « Illusions nécessaires » servant à influencer l'opinion publique, poussant les citoyens à adopter une attitude patriotique et à agiter fièrement leur drapeau. Bien que l'analyse de Chomsky puisse être considérée comme étant... conspirationniste, ce qu'il nie, il met tout de même le doigt sur un aspect important de la presse.

« What is at issue is not the honesty of the opinions expressed or the integrity of those who seek the facts but rather the choice of topics and highlighting of issues, the range of opinion permitted expression, the unquestioned premises that guide reporting and commentary, and the general framework imposed for the presentation of a certain view of the world. »⁵²

Les questions à éviter seraient, dans le cas qui nous concerne, toutes celles remettant en question la légitimité des politiciens à négocier les termes du libre-échange, négociations affectant la vie de tous et chacun. Aussi à ne pas soulever seraient les questions portant sur les activités corporatives globalisées, présentées comme légitimes et

L'auteur insiste sur quelques lacunes du système actuel

bienfaitrices puisque créant opportunités, emplois et richesses à travers le monde et pour tous. Ce serait en partie pour ces raisons que le débat présent au sein des quotidiens est limité en ce qui concerne ces sujets. L'opinion publique serait en quelque sorte « à manipuler » puisque l'ordre des choses en dépend, et que les gouvernements des pays « démocratiques » ne peuvent se permettre d'imposer un régime de terreur sur la population pour faire taire ou atténuer les divergences d'opinion.⁵³ On ne peut pour autant affirmer qu'il n'existe pas de répression policière capable de faire taire le volume de certaines protestations, répression légitimée par les pouvoirs politiques et économiques.

ENTRE VIOLENCE LÉGITIME ET VIOLENCE ILLÉGITIME :

« Dans notre environnement intellectuel, la vérité qui compte est la vérité médiatique. Quelle est cette vérité? Si à propos d'un événement, la presse, la radio et la télévision disent que quelque chose est vrai, il sera établi que cela est vrai. Même si c'est faux. Car est désormais vrai ce que l'ensemble des médias accréditent comme tel. »⁵⁴ (Ignacio Ramonet).

Le cas de Seattle, en ce qui concerne la répression policière, n'est plus à prouver pour certains groupes. Bien sûr, les forces politiques n'ont pas trouvé utile de la dénoncer, puisque qu'elle provenait de forces de l'ordre légitimes à leurs yeux. Présence policière forte de près de 3000

⁵² Noam Chomsky. 1989. « Necessary Illusions », p.11-12

⁵³ Herman et Chomsky (1988) « Manufacturing Consent : the Political Economy of the Mass Media », p.1-2.

⁵⁴ RAMONET, Ignacio. *La tyrannie de la communication*, p.81.

policiers, incluant quelques centaines de gardes nationaux. Des critiques ont toutefois été énoncées par certains groupes d'observateurs et de manifestants, critiques brièvement citées au sein des quotidiens.

« Dennis Moynihan, porte-parole de Direct Action Network (...) met les troubles sur le compte de « petits groupes de jeunes éléments incontrôlés, à l'égo surdimensionné » (...) reproche toutefois aux policiers d'avoir **perdu leur sang-froid** en tirant des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur des manifestants assis sur la chaussée. »⁵⁵

Un journaliste s'est toutefois permis d'écrire ses propres critiques à ce sujet, et à fournir une nuance quant à la « violence » de certains manifestants.

« Et si ça tourne à la violence, encore très marginale, deux questions. À qui la faute? Depuis quand le capitalisme est-il si paisible? Pas besoin de casser des vitres pour être violent. Une seule mise-à-pied sur fond de ronflants profits suffit. » et ajoute-t-il, « ...les manifestations finissent de plus en plus dans les affrontements avec la police. Et on attend toujours de voir comment il est possible d'engager un dialogue constructif quand l'autre se cantonne derrière un nuage de gaz lacrymogène. »⁵⁶

Précisons ici que ce journaliste, Jean Dion, est normalement affecté aux sports, ce qui diminue l'impact de ce genre de commentaires, puisque provenant d'un journaliste sans poids symbolique, sans capital actif en ce qui concerne le débat sur la mondialisation économique. Sans pour autant lui enlever de la pertinence.

⁵⁵ Le Soleil, jeudi 2 décembre 1999, page A1. AP ;AFP ;PC. « Manif à Seattle : violence comme au temps de la guerre du Vietnam. » **Les caractères gras sont de nous.**

D'autres journalistes se contentaient, par exemple, de légitimer les actions de la police tout en séparant les **vrais** opposants des **faux**. « La police sur le pied de guerre : Les véritables opposants en paient le prix » titrait *Le Devoir* en première page, le jeudi 2 décembre 1999. Qui sont les « véritables » opposants ? Aucune définition précise n'est offerte mais il semble que ce soit les manifestants « violents » qui entrent dans la catégorie des « faux » opposants. Parce que ceux-ci décident d'adopter une approche de confrontation avec les forces de l'ordre, ils sont catégorisés comme « faux ». Cette catégorisation subjective semble nier le discours. N'oublions pas que ces manifestants s'attaquaient à des cibles précises s'intégrant dans un discours critique face à un modèle économique, le néolibéralisme. Ajoutons aussi que ces derniers ne se sont en aucun cas emparés de marchandises. Cette précision est, selon nous, primordiale puisqu'elle différencie ces actions d'émeutes où les gens saccagent gratuitement tout ce qui passe à leur portée, que ce soit le dépanneur du coin ou le concessionnaire de voitures.

Le vandalisme qui eut lieu à Seattle se démarque ainsi par l'objectif politique sous-jacent. La journaliste précise toutefois que les manifestants ne volèrent pas de marchandises, mais sa précision s'arrête ici puisqu'elle nie ou ne voit pas le discours derrière les actes. Bien sûr, les méthodes employées n'entrent pas dans ce qui est considéré comme des actions légitimes par les sens commun de plusieurs. La propriété privée est quasiment sacrée. Le résultat est ici de séparer arbitrairement les

⁵⁶ *Le Devoir*, jeudi 2 décembre 1999, page A3. « Ça ne fait pas propre », par Jean Dion.

« vrais » opposants des « faux ». Au sein du même article, la journaliste, Manon Cornellier, essaie de démontrer que ce sont ces « vandales » qui ont « provoqué une réaction musclée de la part des autorités... ». Lorsque la police utilise la force, c'est une « réaction musclée », lorsque des manifestants brisent des vitrines de boutiques ciblées « sans toutefois voler la marchandise », c'est de la violence. Ces termes différents employés par la journaliste imposent une image différente de la réalité. Le résultat, chez le lecteur, est de percevoir ces actions de manière différente. Puisque les actions policières ne sont que « musclées », et que celles des manifestants sont « violentes », les unes sont particulièrement moins négatives que les autres.

Nous ne voulons aucunement affirmer que le **but** de cet exercice était d'imposer une vision des choses mais son **effet** potentiel est de discréditer un groupe (non officiel, non mandaté) par ses actions, face à un autre (officiel) dont les actions sont justifiées. Cette justification s'est faite sans aucune autre preuve que la parole (officielle donc crédible) des autorités concernées. Car, nous le verrons, les policiers auraient été les premiers à agir, et ce plus d'une heure avant les premiers actes de vandalisme. La parole des policiers vaudrait plus, serait davantage crédible que celle d'autres groupes aux yeux des journalistes. La partie donne l'avantage aux policiers puisque leur main comporte l'atout du capital symbolique. Nous les croyons car ils sont officiels. Ils ne peuvent

mentir, ou être dans le tort, ou du moins ils sont plus crédibles que les groupes non officiels.

Mme Cornellier poursuit en paraphrasant (en fin d'article) William Clinton, Mike Moore (directeur général de l'OMC), et certains ministres qui, selon les dires de la journaliste, ont affirmé la nécessité de distinguer la : « ...dissidence légitime et la violence déplorable et gratuite d'un petit groupe. »⁵⁷. Encore une fois nous sommes confrontés à la séparation entre une opposition légitime et une autre illégitime. Encore une fois nous voyons les actions des uns être surdimensionnées par rapport à ce qu'elles étaient réellement. Le bris de matériel par les manifestants et l'usage de la force par les policiers sont, nous en convenons, des gestes violents. Mais la perception de ces deux violences n'est pas pareille. Puisque la journaliste fait la distinction entre actions légitimes et non-légitimes d'entrée de jeu, terminer l'article avec ce type de citation indique une certaine prise de position idéologique. Elle appuie sa dichotomie sur celle effectuée par des personnages hautement chargés symboliquement, donnant ainsi plus de poids à ses affirmations. Les acteurs dont elle mentionne les propos (incluant le président des États-Unis lui-même) possèdent une crédibilité dont elle se sert pour légitimer sa prise de position.

⁵⁷ Le Devoir, jeudi 2 décembre 1999, page A1. « La police sur le pied de guerre : Les véritables opposants en paient le prix », par Manon Cornellier.

Elle tente aussi de légitimer l'état d'urgence et le couvre-feu imposés par Paul Schell, le maire de Seattle, « Sa réponse était à la mesure du choc subi par cette ville autrement très tranquille, impeccable et nantie. ». Constituer une zone « no protest », où tout affichage de convictions politiques opposées à l'OMC et à la libéralisation du commerce international était interdit, était donc légitime à ses yeux. Il y était interdit de se prononcer contre l'OMC mais sûrement pas de s'afficher en faveur de cette dernière. Il n'y avait aucune démesure dans cette décision puisque la réponse était « **à la mesure** du choc subi par cette ville ». Décréter un état d'urgence et un couvre-feu s'apparente à des situations où il y a un danger pour la population. Il n'y eut pourtant pas de blessures causées par l'action des manifestants. Il y en eut par contre par l'action des policiers. Il y avait bien sûr la sécurité des délégués qui aurait pu justifier ces actions, mais les manifestants ne s'en prenaient pas à ces derniers, sauf en leur bloquant l'accès aux lieux de rencontres. Il n'y eut toutefois pas de démesure dans la décision d'imposer une climat s'apparentant à la loi des mesures de guerre. Mais, nuance-t-elle, « Elle a toutefois paru démesurée à plusieurs délégués étrangers. ».

Cette prise de position se fit, semble-t-il, sans avoir consulté les sources d'informations indépendantes des sphères de pouvoir. Aucun journaliste n'a en effet tenté de vérifier si effectivement les policiers *répondaient* aux actes de vandalisme. Une analyse effectuée par l'organisme Fairness and Accuracy In Reporting (FAIR) auprès des

médias américains semble démontrer que la majorité de ceux-ci ignorèrent ou négligèrent le fait que l'usage de la force par les policiers avait **précédé** les actes de vandalisme : « ...preferring to believe that it was the acts of a few out-of-control protestors that led to the violence, and downplaying police use of force. »⁵⁸. Selon cette source, les premiers usages de poivre, de balles de plastique et de gaz lacrymogènes ont été faits à approximativement 10h00 du matin le 30 novembre et les premiers actes de vandalisme furent exécutés à 11h20. Ces faits sont également confirmés par l'American Civil Liberties Union (ACLU)⁵⁹. Les quotidiens québécois ignorèrent aussi ces faits, tout comme les quotidiens américains. Un autre aspect ignoré est la brutalité à laquelle ont fait face les manifestants après leur arrestation. Aussi, aucun commentaires sur les gaz lacrymogènes qui sont en fait des armes chimiques, et absence de précisions sur la nature militaire des armes utilisées lors de ces affrontements.⁶⁰

Le même jour, Le Droit, Le Nouvelliste, Le Quotidien et La Tribune⁶¹ publiaient un article d'*Associated Press* (AP) – article parfois recoupé d'informations provenant de l'agence de presse Presse Canadienne (PC). La faute est donnée aux manifestants dès la premières

⁵⁸ www.fair.org/extra/0003/pepper-spray.html « Pepper Spray Gets in Their Eye : Media missed militarization of police work in Seattle », par Neil deMause.

⁵⁹ www.aclu-wa.org/ISSUES/police/WTO-Report.html

⁶⁰ *Op. cit.* www.fair.org/extra/0003/pepper-spray.html

⁶¹ 2 décembre 1999 ; Le Droit page 22, La Tribune page A1, Le Nouvelliste page 1, Le Quotidien page 38.

phrase ⁶². Encore une fois les manifestants sont identifiés comme la source des violences. Il n'y était aucunement question de la part de responsabilité des policiers. Le fait que ce type d'article fut repris par une grande proportion des quotidiens constitue un exemple d'uniformisation de l'information par l'usage de même sources, dans ce cas-ci les agences de presse qui sont toujours les mêmes par ailleurs. Un autre problème découle de l'utilisation des agences de presse. Un message identique est lancé aux quatre points de la province de Québec. Ce sont les manifestants qui sèment la pagaille. Ces manifestations furent, il va sans dire, teintée d'une bonne dose de chaos, mais cette situation fut le résultat d'actions entreprises non pas par un seul groupe mais par le cumul d'actions de deux groupes; les policiers et les manifestants. Pour ce qui est du groupe qui en est à l'origine, nous nous permettons de répéter que ce furent les policiers qui débutèrent les altercations. Les agences de presse se nourrissent d'informations provenant de la police, ce qui influence la couverture médiatique de manière favorable face aux policiers puisque ce sont eux qui génèrent l'informations. Il est plutôt improbable que la police affirme publiquement ses fautes, sauf après enquête probablement. Ils sont pourtant utilisés comme des sources fiables et objectives, même si leur partialité est évidente. Encore une fois, le titre, le capital symbolique fait son œuvre en conférant une crédibilité à un groupe, crédibilité due à son statut officiel.

⁶² Le Droit, jeudi 2 décembre 1999, Le Monde p.22. « Au lendemain de la **pagaille semée par les opposants à la mondialisation...** », les caractères gras sont de nous.

Plus loin, il était question de l'usage de la force par les autorités policières et de l'appel fait à la Garde Nationale. Ces faits étaient présentés comme étant apparemment nécessaires : « ...a **dû** faire appel à 200 membres de la Garde Nationale... » « ..avaient **dû** faire usage d'aérosol au poivre et de gaz lacrymogène... »⁶³. L'usage du verbe devoir est intéressant. Celui-ci, s'il est suivi d'une infinitif, comme dans les cas que nous venons de mentionner, servirait d'auxiliaire pour marquer l'obligation, la nécessité ⁶⁴. Ceci donnerait une légitimité aux actions décrites, écartant ainsi du règne du possible toute autre façon d'agir. Ces actions policières étaient *nécessaires, justifiées* par l'état des choses. Faire appel à la Garde Nationale, ce qui n'est pas peu, était nécessaire et non un geste démesuré. De plus, le fait que les policiers aient procédé à la confiscation de pancartes, bannières et costumes, suite à l'instauration d'une *no protest zone* ou zone de sécurité, ne fut pas présenté comme une atteinte à la liberté d'expression.

La veille, Sophie Cousineau du journal La Presse, écrivait : « Les manifestations ont mal tourné en fin de journée, alors que les policiers, impatientés par des actes de vandalisme, ont vidé leur bonbonnes de poivre et ont chargé la foule. »⁶⁵ Ici, les policiers sont « **impatientés** par des actes de vandalisme », ils n'ont aucunement été violents. Plus loin elle écrit que les policiers ont « perdu leur retenue », et tiré des balles de

⁶³ Le Droit, jeudi 2 décembre 1999, Le Monde p.22. L'emphase est de nous.

⁶⁴ Le Petit Larousse Illustré, édition 1997, p.337.

⁶⁵ La Presse, mercredi 1^{er} décembre 1999, page A1. « Les anti-OMC sèment la pagaille : Le maire de Seattle décrète l'état d'urgence jusqu'à l'arrivée de Clinton ».

caoutchouc ainsi que des jets de poivre sur les manifestants. Ensuite, elle décrit que des anarchistes « Masqués et de noir vêtus » auraient « profité » du couvert de la manifestation syndicale de l'AFL-CIO, pour se livrer à des actes de vandalisme (fracassage de vitrines et *tags* à l'aérosol). Encore une fois, des termes beaucoup moins percutants sont employés pour qualifier les actions des policiers, tandis que les manifestants (présentés comme la cause de la violence) se voient présentés comme des « profiteurs » suspects (« masqués et de noir vêtu). Les policiers aussi étaient « masqués et de noir vêtus », mais la journaliste n'en fait pas cas. Les forces de l'ordre ne sont pas dépeintes comme ayant été violentes, malgré le caractère violent de leurs actions présentées seulement comme une « perte de retenue ». Les gens biens perdent leur retenue et ne sont pas violents. Les individus suspects, eux, n'ont pas le luxe de « perdre leur retenue », ils ne sont que « violents ». Quoique laissant quelques lignes aux commentaires d'une jeune étudiante menottée et aux yeux poivrés, l'essentiel de l'article repose sur une « vérité », la faute est aux manifestants (surtout les anarchistes), non aux forces de l'ordre. Comme l'indique le titre, en première page, « Les anti-OMC sèment la pagaille ». L'action des policiers est légitime, puisque ce sont les manifestants qui sont dans le tort. Jamais il n'est clairement question de possibles abus de la part des policiers, ou du caractère violent des actions policières.

Le quotidien français Le Monde, considéré comme un quotidien de gauche, dresse un portrait des manifestations qui ne diffère que peu de la perception des journaux québécois. Bien que les actions policières furent présentées comme « brutales », celles-ci le furent dans un contexte où la police « répondait » aux actions des manifestants⁶⁶. De manière générale, la couverture des événements fut faite de la même manière pour les quotidiens de cette présente étude et du journal Le Monde. Nous avons eu droit à une description des manifestations et des affrontements, sans toutefois soulever sérieusement la question de la brutalité policière, ou de l'excès de zèle de ces derniers. Un article nous a paru se démarquer des autres, premièrement par une citation, en conclusion, de Francis Fukuyama, ainsi que par la réaction de son auteur aux actions visant la compagnie Starbucks. Il s'agit d'un article paru le 3 décembre 1999 en page 3, écrit par Sylvie Kauffmann correspondante à New York pour Le Monde. La citation de Fukuyama fut faite sans commentaires ce qui nous a porté à nous demander si l'auteur endossait la perception du politicologue. Ce dernier affirmait le mercredi de cette même semaine dans les pages du Wall Street Journal que les gauchistes devraient s'éloigner des « compagnons de route fantaisistes qui les ont suivis cette semaine à Seattle : la mondialisation est une chose trop sérieuse pour être laissée aux radicaux nostalgiques »⁶⁷. Aussi, elle prend la défense de la multinationale qu'est devenue la chaîne de cafés Starbucks, commerce

⁶⁶ Le Monde, jeudi 2 décembre 1999, page 2, « 'Des citoyens, pas des consommateurs' : 40000 manifestants à Seattle », par Patrice de Beer et Laurence Caramel.

⁶⁷ Citation de Wall Street Journal du mercredi 1^{er} décembre 1999, page 3, dans l'article de Sylvie Kauffmann.

qu'elle présente comme une PME locale de Seattle. Elle débute : « Parmi les commerces saccagés, mardi 30 novembre, par les casseurs de Seattle, l'ironie a voulu qu'il y ait deux cafés Starbucks. ». Son argumentation pour la défense de cette compagnie (financement de projets écologiques chez les pays producteurs de café, assurance-maladie aux employés de la chaîne, stock-options, etc.) ne fait aucunement le lien de cette dernière avec la mondialisation, lien effectué par les « casseurs » pointant le commerce non-équitable du café.⁶⁸

La présentation d'actes violents ne se fait pas de la même façon, nous l'avons vu, si les protagonistes sont mandatés par l'État. Les policiers possèdent juridiquement plus de droits en ce qui concerne l'usage de la force physique. Ils peuvent par exemple procéder à l'arrestation d'individus sans toutefois se faire accuser de séquestration. Cela fait partie des droits des policiers. Cela n'enlève toutefois pas le potentiel violent d'actions policières. Frapper un individu demeure un acte violent, qu'il soit exécuté par un représentant de l'ordre ou par un civil. Briser une fenêtre, même si cet acte est fait avec une volonté politique explicite, est un acte violent (quoiqu'exécuté sur un objet plutôt que sur une personne). Pourtant cette violence envers des biens matériels fut amplifiée par les médias qui, du même coup, diminuaient l'importance de la violence provenant des forces de l'ordre, d'où notre distinction entre

⁶⁸ Voir le communiqué du collectif ACME, relié au Black Bloc, disponible à www.urban75.com/Action/seattle9.html

violence légitime, ou plutôt *légitimée*, et violence illégitime (provenant de groupes non autorisés, et perçus de manière négative d'entrée de jeu).

La perception de ce qui est violent reste toutefois ouverte au débat. Si nous nous fions à la définition proposée par la lecture des articles que nous venons d'analyser, la violence semble davantage se référer à des actes commis sur des biens matériels qu'à l'usage d'une force excessive sur des êtres vivants. Pourtant il est fort à parier que le bris de matériel n'aurait pas été aussi grave si fait par les policiers, et que la violence envers des êtres vivants aurait aggravé davantage le cas des manifestants si coupables d'un tel geste. Ce qui diffère ici est l'acteur. Celui qui est officialisé par son appartenance à un organe gouvernemental (municipal, national) est autorisé à être violent, ses actes ne seront pas qualifiés de la sorte. Il constitue aussi une source fiable, objective et professionnelle d'information. Ses communiqués de presse sont grandement utilisés pour illustrer ce qui s'est **réellement** passé. Négligeant de cette façon les sources qui pourraient contredire cette vision du monde. Même si ces sources sont crédibles (FAIR et l'ACLU par exemple). L'autre groupe devrait demeurer docile et calme, car si il déborde ne serait-ce qu'un petit peu, il sera considéré comme violent. Nous sommes donc devant une perception différentielle de la violence. Un effet possible de celle-ci est d'enlever toute crédibilité et tout discours à un groupe par l'affublement du qualificatif « violent », un terme au contenu sémantique grandement péjoratif. L'effet est encore plus grand lorsque

l'organe médiatique possède un capital symbolique important qui lui confère une crédibilité sans faille, ou presque. Un autre effet est de concentrer l'information sur ces actes plutôt que sur le message politique véhiculé par les protagonistes. Encore une fois, le message ne passe pas.

LE SPECTRE DES ARGUMENTS « ACCEPTABLES » :

Nous parlions un peu plus tôt du poids symbolique que portent les journalistes. Celui-ci est variable en fonction du titre du journaliste. S'il est spécialisé en économie, ce dernier aura plus de crédibilité chez le public lorsqu'il parle de sujets comme la mondialisation économique. C'est également le cas lorsque certains experts sont invités à écrire, ou écrivent de leur propre chef, des articles. Ils sont crédibles parce que « experts ». Un cas intéressant serait l'article d'opinion paru dans La Presse du 3 décembre 1999. Les auteurs sont Jean-Luc Migué, président du Conseil scientifique de l'Institut économique de Montréal (IEDM), et Michel Kelly-Gagnon⁶⁹, directeur général de ce même institut (IEDM). Notons ici que l'IEDM est un *think tank* néolibéral lié idéologiquement à d'autres instituts comme le Fraser Institute. Leur article est titré « La logique discutabile des opposants au commerce mondial », titre évocateur. Il est intéressant, ici, de se demander si un article ayant une logique inverse « La logique discutabile des partisans du commerce mondial » pourrait être publié au sein du même quotidien, avec la même longueur (car il s'agit d'un article long) et à la même page. Le sous-titre poursuit « L'expérience enseigne

que la liberté de commerce élargit les choix, abaisse les prix et élève les revenus; à l'inverse, le protectionnisme rétrécit les choix, élève les prix et appauvrit tout le monde »⁷⁰. L'« expérience », donc en quelque sorte la « sagesse ». L'article suit une logique de déconstruction du discours adverse, tactique évoquée par Bourdieu, visant à affronter l'adversaire en le délégitimant, en réduisant son discours à une accumulation de faussetés. Ce qui peut être le cas, bien sûr. Mais est-ce que c'est le cas pour les opposants au commerce mondial? Les auteurs basent leur argumentation sur quelques positions généralement rencontrées chez leurs adversaires, positions qu'ils critiquent en exposant des « faits ».

La première opinion abordée dans cet article est celle voulant que la mondialisation accroît l'écart entre riches et pauvres dans chaque pays. Tout en avouant l'élargissement des inégalités salariales dans plusieurs pays⁷¹, ils continuent toutefois en affirmant que : «...de l'avis de la plupart des analystes, c'est l'évolution de la technologie, et non la globalisation, qui est à l'origine de la détérioration relative de la position des moins qualifiés. ». Les auteurs négligent le fait que cette technologie, par le biais de la globalisation, rend la compétition entre pays pauvres et pays riches très inégale puisque ces derniers ont potentiellement un accès plus facile aux innovations technologiques. Ces deux personnes affirment certains

⁶⁹ M. Kelly-Gagnon aurait de nombreuses entrées dans les pages éditoriales de La Presse. Voir l'ouvrage de Jean-Claude St-Onge *L'imposture néolibérale- Marché, liberté, justice sociale* (2000), aux éditions Écosociété.

⁷⁰ La Presse, vendredi 3 décembre 1999, page B3, par J.-L. Migué et M. Kelly-Gagnon.

⁷¹ *Op. cit.*, Migué et Kelly-Gagnon : « Il est vrai que l'inégalité des salaires s'est élargie, ces dernières années, dans les économies au marché du travail flexible comme aux États-Unis, en Grande-Bretagne, tout autant qu'au Chili et en Asie en général. ».

points comme si cela était du domaine du Vrai, du sens commun. Par exemple, lorsqu'ils affirment que : « Aucun pays ne peut accéder au développement sans s'intégrer à l'économie mondiale par le libre commerce. L'histoire enseigne qu'aucun ne l'a jamais fait. ». Ils oublient le cas du Japon qui se développa dans un système passablement fermé pendant une longue période. Ce serait une situation liée au développement historique des règles d'octroi de fonds, règles prenant leur source dans le Plan Marshall de 1947, et qui sont aujourd'hui présentes, par exemple dans le plan d'aide à l'Afrique annoncé lors du Sommet du G8 à Kananaskis en juin 2002. Ces règles sont le produit historique d'une idéologie occidentale, mais qui est de nos jours présentée (voir même imposée) comme la seule solution, comme une force naturelle immuable. C'est en quelque sorte une forme d'évolutionnisme unilinéaire, voulant que la seule évolution possible est celle empruntée par le monde occidental capitaliste et industrialisé.

Les auteurs de cet article, comme il est mentionné plus haut, sont porteurs de *titres*⁷². Ces titres, selon Bourdieu, seraient l'exemple par excellence de la logique de la *nomination officielle* ou :

« ...l'acte d'imposition symbolique qui a pour elle toute la force du collectif, du consensus, du sens commun, parce qu'elle est opérée par un mandataire de l'État, détenteur du *monopole de la violence symbolique légitime*. » (Bourdieu : 1984, p.7)

⁷² « ...capital symbolique socialement, voire juridiquement garanti. ». Bourdieu :1984, p.8

Ces titres qui ont avec eux une charge leur donnant crédibilité, font partie des pouvoirs qu'ont certains agents sur les perceptions des autres. Ils n'ont, la plupart du temps, pas à légitimer leur point de vue avec une argumentation étoffée. Leur point de vue est déjà accepté par les élites. Tandis que d'autres agents abordant la situation sous un angle différent, ne faisant pas parti du sens commun imposé par les mandataires de l'État, ont à fournir des preuves irréfutables de ce qu'ils avancent. Ces derniers n'ayant pas la même écoute et pas la même couverture médiatique, ont par conséquent moins de facilités à faire valoir leur point de vue. En effet, si au sein des grands quotidiens la logique acceptée est celle de la nécessité de la libéralisation économique, les arguments allant à l'encontre de cette logique seraient jugés peu recevables. Si :

« La capacité de faire exister à l'état explicite, de publier, de rendre public, c'est-à-dire objectivé, visible, dicible, voire officiel, (...) représente un formidable pouvoir social, celui de faire les groupes en faisant le *sens commun*, le consensus explicite, de tout le groupe... » (Bourdieu : 1984, p.6),

le pouvoir des opposants ou des critiques du néolibéralisme serait donc diminué, puisque n'ayant pas accès à la même diffusion de leurs arguments.

En résumé, cet article évoque en guise d'arguments des certitudes qui sont discutables puisque produites par la vision particulière des auteurs, vision relative à la position sociale, économique et politique qu'ils occupent. Cette manière d'appréhender le monde social peut varier et n'est pas, selon nous, la réflexion parfaite de la réalité, pas plus que ne

l'est celle des opposants au marché mondial. La réalité reste une question de point de vue. Précisons que suite à cet exposé des bienfaits du commerce mondial, aucun article de même envergure ne fut publié pour y faire contrepoids. L'inexistence, dans ce cas-ci, d'article long idéologiquement opposé donne un certain poids à l'argumentation que nous venons d'analyser. Si l'on prend pour acquis que les gens s'informent et forgent leurs opinions à l'aide des quotidiens, ils ne sont exposés dans ce cas-ci qu'à une partie de la réalité, qu'à un côté de la médaille. Ceci amène un questionnement sur la valeur des informations publiées au sein des grands quotidiens, et sur l'hypothèse de Chomsky portant sur la manipulation de l'opinion publique.

L'opinion publique puise ses informations chez les médias reconnus, dont font partie les quotidiens compris dans cette étude. Ces médias offrent une information non pas fausse, mais incomplète selon notre analyse. Un autre exemple est un article de M. Claude Picher. Cette chronique longue intitulée « Le spectre de l'OMC », débute en évoquant une image évocatrice de la vision des manifestants qu'avait l'auteur. Cette « horde hétéroclite de manifestants » serait dans le tort en affirmant que l'OMC serait « le mal incarné, le terrible instrument que les occultes puissances de la haute finance utilisent pour écraser les démocraties et maintenir le monde dans la misère. ». À ses yeux, l'OMC est démocratique puisque, en ce qui concerne les pays industrialisés précise-t-il, les dirigeants des pays réunis à Seattle sont élus démocratiquement,

et que les pays y ont adhéré de leur plein gré. Ceci contrairement aux opposants qui eux « ne détiennent aucune espèce de mandat populaire », et qui sont conséquemment antidémocratiques. M. Picher poursuit en amenant l'exemple du GATT qui, selon lui, créa des millions d'emplois et permit l'offre de produits meilleurs et moins cher par l'augmentation des exportations mondiales. De plus, ce serait les pays pauvres qui auraient le plus profité de cette augmentation « en accédant à des marchés riches, où ils peuvent offrir leurs produits à des prix concurrentiels. ». Ces pays seraient favorables à l'ouverture du secteur agricole qui leur permettrait d'avoir accès au marché européen « outrageusement » protégé et défendu par la gauche qui, selon la logique employée par l'auteur, veut empêcher ces pays d'envoyer leurs produits sur ces marchés riches.⁷³

Faisons une petite pause ici pour nuancer cette logique. Si un secteur est ouvert, cela veut dire que les pays pauvres peuvent écouler des produits et services dans ce secteur. Nous sommes d'accord avec ce point de vue qui est, théoriquement, correct. Mais cela veut aussi dire que les pays riches peuvent faire la même chose, c'est-à-dire écouler leurs produits dans ces marchés pauvres. Cela veut aussi dire que les paysans des pays pauvres se retrouveraient en compétition avec les producteurs des pays riches. Ces derniers possèdent beaucoup plus de moyens techniques dans la production agricoles que leurs « collègues » des pays pauvres, et peuvent donc parvenir à produire plus. Cette compétition est

⁷³ La Presse, jeudi 2 décembre 1999, Économie, page E3. « Le spectre de l'OMC », par Claude Picher.

inégale puisque les moyens de production sont tout à fait inégaux. Est-ce que cela ne se traduirait pas par la mort des petits paysans qui, voyant une impossibilité de poursuivre leur gagne pain seraient contraints à abandonner celui-ci pour un travail agricole industriel chez un propriétaire terrien? C'est une crainte évoquée par la Confédération paysanne, un groupe présent à Seattle. C'est pourtant un possible coût social ignoré par l'auteur. Aussi, rien ne prouve que les pays pauvres s'enrichiraient en ayant accès aux marchés riches occidentaux.

Claude Picher s'attaque par la suite à une autre crainte des opposants, celle de la survie des programmes sociaux canadiens. Poursuivant sa logique, il affirme que contrairement aux craintes évoquées par le « lobby anti-libre-échange » (il ne fait aucunement mention du lobby pro-libre-échange), actif lors des discussions sur l'ALE, le Canada a maintenu ses programmes sociaux. Les compressions budgétaires qui y ont été appliquées seraient « attribuables à l'urgence de rétablir des finances publiques pourries » qui, toujours selon l'auteur, n'aurait aucun lien avec le libre-échange. Cette logique d'*assainir* les finances publiques n'aurait donc aucun lien avec la politique d'ajustement structurel du FMI (Fonds monétaires international), institution internationale qu'il se garde d'énoncer, se limitant à dire que ces pratiques ne proviennent pas de l'OMC. L'auteur évoque aussi les pertes d'emplois reliées aux mégafusions, affirmant que ces emplois se sont seulement déplacés, le chômage ayant reculé pendant cette période. Précisons ici

que le taux de chômage ne tient compte que des gens qui, ayant travaillé auparavant, sont maintenant exclus du travail. Cela ne veut en rien dire que les gens qui travaillent sont bien rémunérés, qu'ils ont de bonnes conditions de travail, qu'ils sont syndiqués. La tendance actuelle veut que lors des fusions, certains secteurs sont donnés à la sous-traitance, ce qui veut aussi dire que les conventions collectives sont souvent ouvertes, que les salaires sont réévalués à la baisse et que l'ancienneté peut être perdue. L'argument du recul du chômage est, selon nous, bien faible quoique généralement perçu comme un indice fiable de prospérité économique et utilisé comme tel par les médias et les gouvernements.

Le Soleil abondait aussi dans cette ligne idéologique par l'entremise de l'éditorialiste J. Jacques Samson. « L'ouverture des marchés, de tous les marchés, est un processus devenu irréversible. »⁷⁴. Son approche consistait ainsi à encenser les décisions des grands de ce monde. Le patronat ainsi que les décideurs furent présentés comme des groupes socialement impliqués :

« Les pays les plus riches, Bill Clinton en tête, ont moussé cette semaine l'inclusion d'une 'clause sociale' dans les prochaines règles du commerce multilatéral. Une telle clause proscrirait l'esclavage, le travail des enfants, la discrimination des femmes et reconnaîtrait les droits d'association et de négociation des travailleurs. Le patronat de ces pays ne demandait d'ailleurs pas

⁷⁴ Le Soleil, samedi 4 décembre 1999, p. A 20. « Oublions les fausses notes de Seattle », par J. Jacques Samson.

mieux puisqu'il doit composer avec ces réalités, tout comme avec des normes environnementales sévères. »⁷⁵

Une vision bien belle mais qui semble oublier que le patronat n'est habituellement pas très chaud envers ces obstacles à la liberté de commerce que sont les normes environnementales et sociales. La *nécessité* de la croissance économique est souvent prioritaire aux aspects environnementaux. Des normes environnementales ou sociales trop sévères auraient tendance à faire fuir les capitaux, plutôt que de les attirer. Les négociations autour des Accords de Kyoto sont un bon exemple de la primauté de la croissance. Les nécessités économiques furent placées dans une position dominante, ce qui eut pour effet la diminution importante de la portée de ces accords.

L'auteur de cet éditorial semble donner une grande crédibilité aux vœux des grands de ce monde, vœux pouvant être qualifiés de pieux si l'on se réfère un peu à l'histoire. Les opposants, quant à eux, faisaient fausse route. Les syndicats pêchaient par leurs « vifs réflexes protectionnistes », tandis que des « bien-pensants » s'égarèrent en voulant « protéger les pauvres contre les riches ». Ces derniers seraient dans l'erreur puisque : « ...les pays en voie de développement ont beaucoup profité ces dernières années de l'ouverture des marchés, en déversant dans les

⁷⁵ Le Soleil, samedi 4 décembre 1999, p. A20. « Oublions les fausses notes de Seattle », par J. Jacques Samson.

pays les mieux nantis leurs produits vendus à bas prix en raison de leurs faibles coûts de production. »⁷⁶

Ajoutons ici que les « faibles coûts de production » dont il parle incluent les salaires des travailleurs. Plus ils sont bas et plus la compagnie fait des profits. Qui donc s'enrichit de l'ouverture des marchés, les travailleurs ou les patrons? Il ne précise pas que lorsqu'un pays s'enrichit cela ne veut aucunement dire que cette richesse est équitablement répartie parmi la population qui contribue à cet enrichissement.

Son attitude réjouie se poursuit en affirmant que, comme plusieurs éditorialistes l'ont fait, le Canada et le Québec : « ...ont largement profité de l'abolition de barrières au commerce. ». Un profit caractérisé entre autre par un accroissement des exportations. Encore ici, cela ne veut aucunement dire que la totalité de la population du Québec et du Canada a profité d'une redistribution qui aurait justifié cette réjouissance. Il semblerait plutôt que ces richesses aient tendance à se concentrer dans les poches de certains acteurs privilégiés et non dans celles de la population. Pendant que des compagnies enregistrent des profits de plus en plus importants années après années – croissance économique oblige – les secteurs sociaux importants (éducation, santé,) sont victimes d'un sous-financement découlant entre autres de baisses d'impôts accordées à la population mais aussi à ces compagnies - citoyens corporatifs - qui en bénéficient le plus. L'éditorialiste poursuit son argumentation : « La

⁷⁶ Le Soleil, samedi 4 décembre 1999, p.A20. « Oublions les fausses notes de Seattle », par J. Jacques Samson.

mondialisation des marchés s'accéléra ; le Canada et en particulier le Québec non seulement sont bien inscrits dans le mouvement mais en sont devenus les leaders internationaux comme ce fut le cas encore cette semaine à Seattle, par l'action du ministre Pierre Pettigrew. Réjouissons-nous ce matin. Nous avons deux bonnes raisons. »⁷⁷

L'éditorialiste J. Jacques Samson adopte tout au long de son article une position clairement au diapason du discours dominant : nécessité d'ouverture des barrières au commerce, processus d'ailleurs irréversible ; bonnes intentions des élus politiques ainsi que des représentants du patronat ; immaturité et irréalisme du discours des opposants à cette mondialisation économique tout azimuts ; enrichissement des pays pauvres, ainsi que du nôtre, par la libéralisation du commerce multilatéral, etc.

Dans le même ordre d'idée, La Presse publiait le 30 novembre un éditorial d'Alain Dubuc. Ce dernier y présentait quatre conclusions auxquelles, selon lui, nous mena notre expérience avec le libre-échange (ALE et ALENA). Première conclusion : « ...le Canada, en s'ouvrant sur le monde, a été largement gagnant. »⁷⁸. Par la hausse des exportations, argumente-t-il, il y a création d'emplois donc une prospérité accrue pour les Canadiens. Il poursuit en affirmant que : « L'intérêt du Canada (...) est donc de favoriser toute réduction additionnelle des barrières commerciales

⁷⁷ Le Soleil, samedi 4 décembre 1999, p.A20. « Oublions les fausses notes de Seattle », par J. Jacques Samson.

⁷⁸ La Presse, mardi 30 novembre 1999, p.B2. « L'OMC, Seattle et nous », par Alain Dubuc.

et un encadrement accru du commerce... »⁷⁹. La deuxième conclusion à laquelle il faudrait arriver est que, contrairement aux craintes (non fondées) de certains groupes, le Canada a maintenu son identité en préservant son régime public de santé. Le gouvernement de Jean Chrétien serait de plus sur le point d'utiliser ses surplus budgétaires pour « retisser notre filet de sécurité sociale. ». L'éditorialiste s'attarde par la suite aux opposants canadiens, dont les combats sont selon lui « foncièrement immoraux » puisqu'en voulant imposer des normes du travail et des normes environnementales au niveau international, il limitent l'émergence des pays les plus pauvres tout en protégeant « les jobs des pays riches ». Cette dernière partie est un exemple intéressant de salissage de l'ennemi en même temps qu'un polissage moral de la doctrine appuyée par l'auteur. Les combats des opposants au libre-échange (qu'il identifie comme étant les syndicalistes, écologistes, agriculteurs et groupes de gauche) sont immoraux. Donc, par opposition, les causes défendues par les groupes favorables au libre-échange sont morales, puisqu'elles veulent favoriser l'émergence des pays pauvres. Aussi, non seulement les opposants sont immoraux par les causes qu'ils appuient, mais ils sont également égoïstes puisqu'ils ne pensent qu'à leurs jobs.

La troisième conclusion de M. Dubuc, est « qu'il faut se méfier de la confusion des genres », confusion rencontrée au sujet des accords commerciaux internationaux qui sont perçus comme étant la source du

⁷⁹ La Presse, mardi 30 novembre 1999, p.B2. Idem.

mal. L'OMC serait démonisée à tort dans le débat entourant les événements de Seattle. La quatrième conclusion, la plus pessimiste, est que l'ouverture des marchés impose des restructurations qui créent des exclus, tout comme le développement des pays pauvres qui est lui aussi inégal, et crée des exclus. Bien que l'évocation des limites de l'ouverture des marchés soit louable de la part de l'auteur, il semble affirmer que la création d'exclus soit inévitable, même dans un monde si riche globalement.

À la lumière des articles du Monde, il semble y avoir quelques différences entre la couverture québécoise et française, cette dernière comportant plus d'éléments de « gauche ». En effet ces médias portent un regard généralement différent sur la situation, sans toutefois s'en écarter de manière totalement radicale. Il nous semble y avoir décernée une approche favorisant la perception réformiste, surtout celle des ONG et des syndicats. Cette approche contribue tout de même à une « égalisation » du débat puisque des journaux de droite sont présents en France (ex. Le Figaro). Nous avons tout de même décelé au moins deux articles comportant un point de vue de droite. Un de ces articles est l'œuvre de Mike Moore lui-même, à l'époque directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Cet article lui sert de tribune pour défendre le point de vue de l'OMC. Il est intitulé « Aller à Seattle pour défendre les plus pauvres ». L'essentiel de cet article porte en effet sur le postulat que

les négociations pour libéraliser les marchés mondiaux sont bénéfiques pour les pays pauvres :

« Je lance un appel aux ministres pour qu'ils annoncent à Seattle leur intention de supprimer tous les obstacles aux importations en provenance des pays les moins avancés. En acceptant une telle proposition, ils feront changer d'un seul coup la manière dont l'OMC est perçue dans les pays en développement. Et – plus important encore - ils donneront une chance à certains des citoyens les plus pauvres du monde. »⁸⁰

Pour soutenir cette argumentation, il soulève le point que les droits de douanes sur les produits des pays pauvres par les pays riches sont plus importants que ceux pratiqués sur les produits de pays riches. Mais, soutient-il, il faut de plus alléger la dette de ces pays les plus pauvres. Le marché libéralisé est un système qui, selon lui, a fait ses preuves : «Cela a très bien réussi pour les pays riverains du Pacifique et les pays d'Amérique latine, et peut réussir aussi dans d'autres parties du monde. »⁸¹ Il aurait été surprenant, de la part du directeur général de l'OMC, de soutenir une argumentation différente. Mike Moore utilise tout au long de cet article la corde sensible du développement et de l'aide aux pays pauvres. Utiliser ce type d'argumentation place les détracteurs de l'OMC et de ce qu'elle représente dans une situation où leur opposition peut les placer contre le développement et contre l'aide aux pays pauvres puisque, selon l'argumentation de M. Moore, libéralisation veut dire (si l'on extrapole quelque peu) humanisme et bienfaisance.

⁸⁰ Le Monde, dimanche 28-lundi 29 novembre 1999, p.13. «Aller à Seattle pour aider les plus pauvres », par Mike Moore.

Les origines historiques de la doctrine néolibérale ainsi que les arguments opposés à cette dernière ne sont que très rarement et superficiellement évoqués. Les raisons de la *nécessité* d'ouvrir les frontières économiques sont, quant à elles, fréquemment abordées et soutenues par des auteurs « spécialistes », diplômés. Ces derniers, comme nous l'avons mentionné auparavant, possèdent plus souvent que leurs adversaires un bagage symbolique renforçant leur point de vue. Cette crédibilité accrue est exploitée, intentionnellement ou non, par les quotidiens utilisés dans le cadre de cette étude. Nous n'avons pas rencontré de titres équivalents chez les adversaires de la mondialisation économique. Aussi, les journalistes chargés de la couverture des affaires économiques optent tous plus ou moins pour la même position. Cette position est celle rencontrée au sommet de la pyramide. C'est celle des dirigeants d'entreprises et c'est aussi celle des dirigeants politiques, qu'ils soient provinciaux ou fédéraux. La question est de savoir pourquoi ces journalistes « objectifs » optent pour ce cadre analytique qu'est celui de la nécessité du libéralisme économique.

Nous pourrions dire que les journalistes des pages économiques sont bien placés pour avoir un accès aux informations spécialisées leur permettant de nourrir leur manière de voir avec des arguments « bétons ». Que, puisqu'ils sont spécialistes en affaires économiques, ils savent ce qu'ils disent, contrairement aux « anti-mondialistes » qui, selon eux, ne

⁸¹ Le Monde, dimanche 28-lundi 29 novembre 1999, p.13. «Aller à Seattle pour aider les plus pauvres », par Mike Moore.

comprennent pas tous les aspects des dossiers et mélangent les cartes. Ces derniers ne sont, rappelons-le, pas « spécialistes ». Essayons tout de même de présenter une argumentation différente. Ces journalistes, ainsi que leurs patrons et leurs commanditaires, sont éduqués. Ils le sont d'une certaine manière, ayant étudié en journalisme et certains aux Hautes Études Commerciales. Cette éducation, sans compter celle du milieu (familial, social) dans lequel ils ont évolué, leur a permis de se faire une idée sur ce qu'est la réalité. Ils en ont une vision particulière, chargée du poids du passé. S'ils ne proviennent pas d'un milieu aisé, ils ont réussi à s'y faire une place. Ils ont maintenant une maison, une hypothèque, des dettes. Ils voient la vie en fonction de ce qu'ils ont vécu et de ce qu'ils vivent présentement. Leur statut social (train de vie, salaire, protection sociale) peut-il influencer la perception qu'ils ont des effets de la mondialisation économique? Selon Bourdieu, ce poids du passé est, en quelque sorte, un conditionnement lié à : « ...une classe particulière de conditions d'existence... »⁸², qui produit des *habitus*. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce « ...système de structures cognitives et motivatrices... »⁸³ qu'est l'*habitus*, permet des actions limitées, théoriquement, par les conditions de sa production. Sans pour autant être une réponse mécanique à des stimuli, puisque ces pratiques se renouvellent constamment, se modifient avec les expériences de vie.

⁸² Bourdieu. 1980, p.88.

⁸³ Bourdieu. 1980, p.89.

Pratiques, manières de voir mais aussi discours. Connaître et accepter les règles du jeu veut également dire connaître et accepter le discours associé à ce jeu. Le discours évoque, met en forme et en image la manière de voir. Le discours est ce qui permet de maintenir en place les bases du jeu auquel les agents s'adonnent, de les imprégner dans les esprits. Mais un discours cloisonné, limité par des interdits qui, selon Michel Foucault, : « ...se croisent, se renforcent ou se compensent... »⁸⁴. Ceux-ci seraient ; le rituel de la circonstance, le tabou de l'objet, et le droit privilégié ou exclusif du sujet qui parle.⁸⁵ Le droit privilégié peut être rapproché de ce que Bourdieu évoque lorsqu'il parle du rapport de force ou de dominance qui existe au sein des échanges linguistiques. Que les agents sont inégalement pourvus de capital linguistique, puisque les titres qu'ils ont ou la position qu'ils occupent au sein d'un champ sont impliqués dans un rapport hiérarchique. Certains ne peuvent parler de certaines choses puisque leur position de dominé enlève ce privilège. Le Premier Ministre peut parler mais le député ne peut pas. Ce dernier n'est pas habilité, par sa position, à parler de certaines choses.

Les titres officiels, les marques symboliques incarnent un élément crucial dans le cadre de cette étude. Non seulement en ce qui concerne les orateurs médiatiques (experts, journalistes, politiciens etc.), mais aussi les divers groupes d'opposants à la globalisation économique. En effet, certains groupes sont dotés de plus de crédibilité que d'autres, et sont

⁸⁴ Michel Foucault. 1971 *L'Ordre du discours*, p. 11.

⁸⁵ Foucault. 1971, p.11.

donc perçus comme ayant une légitimité à parler et à être écoutés. Comparons par exemple la position des ONG (organisations non-gouvernementales) et des syndicats aux groupes tels que les « Black Block », Direct Action Network (DAN) et diverses autres organisations non-officielles. Les premiers, surtout les grandes centrales syndicales (AFL-CIO, CSN, FTQ), ont en effet une certaine voix au chapitre. Ils sont cités, on les interview. Ils le sont car ils sont reconnus. Ils le sont car, aussi, ils adoptent un point de vue plus réformiste que radical. L'histoire du dernier siècle nous apprend que les syndicats, pour ne parler que d'eux, ont troqué leur pratiques de confrontations pour celle du lobbying avec les patrons et les politiciens. Ils en sont, aux yeux du public, plus respectables, donc plus crédibles. Le tout aidé par certaines couvertures douteuses de conflits de travail par les journaux. En effet, lorsque les syndicats font du grabuge, ou plutôt lorsqu'ils en faisaient, les médias mettaient l'emphase sur les bris, sur les manifestations houleuses, mettant les revendications en seconde position. Un exemple récent est le conflit chez Vidéotron. Les médias ont parlé plus souvent des actes de sabotage que des revendications syndicales. Aujourd'hui, en général, les manifestations syndicales se limitent à des marches et slogans. Leurs représentants allant même jusqu'à fustiger les manifestants qui utilisent des tactiques axées sur la confrontation, manière de faire utilisée par les fondateurs de ces mouvements syndicaux pendant une certaine partie du 20^{ème} siècle. Les ONG, aussi, ont droit de parole. Ils sont des mouvements légitimes, puisqu'ils sont en partie financés par des

subventions provenant des gouvernements provinciaux et fédéral. Un groupe comme Alternative, qui est axé sur la promotion du développement durable, quoique militant, est-il muselé puisqu'il dépend en partie de subventions gouvernementales? Peut-on, dans cette situation, mordre la main qui nous nourrit? Certaines de ces organisations sont même créées par les gouvernements, ce qui peut limiter, selon nous, leur cadre d'analyse, empêchant ainsi une critique plus sévère de la situation actuelle.

Ce qui n'est pas le cas des groupes moins formels, qui eux peuvent avoir une attitude plus critique envers les enjeux de la mondialisation économique, puisqu'ils ne dépendent pas de subventions. Ils peuvent aborder les débats de la manière qu'ils jugent pertinente, sans avoir à se rapporter à des mots d'ordre venant d'en haut. Aussi, plusieurs de ces groupes adoptent une formule non-hiérarchique, sans « chefs », basé sur la démocratie directe. Cette absence de hiérarchie peut sembler inadéquate pour les médias officiels, dont les quotidiens, et les rendre non crédible. La hiérarchie est un aspect que plusieurs jugent essentiel au bon fonctionnement d'un mouvement. Sans cela, c'est l'anarchie, le chaos. Il est utile ici préciser l'usage de ces derniers thèmes au sein des grands quotidiens. Ils sont, la plupart du temps utilisés comme synonyme l'un de l'autre. Le chaos n'est pas souhaitable, donc l'anarchie non plus puisque ces deux mots veulent dire la même chose. Cette petite précision est, selon nous, nécessaire car l'anarchie (en tant qu'option politique) est

grandement présente au cœur du sujet que nous traitons. Les anarchistes ont été grandement démonisés par la presse. Ils sont, il est vrai, les principaux « casseurs » des manifestations de Seattle. Mais l'emphase fut mise sur ces actes et non sur leur portée symbolique, et surtout pas sur le discours des ces « casseurs ». *À quoi bon puisqu'ils n'en ont pas. Ce ne sont que des jeunes écervelés qui n'ont rien compris aux enjeux, et qui manifestent leur mécontentement en brisant des vitres, une forme de crise d'adolescence.*

Ceci pourrait faire partie des tactiques pour orienter le débat. Car débat il y a, mais limité à un cadre bien défini. Ce cadre est celui du sens commun, on y revient sans s'en rendre compte. Pour avoir accès à ce débat, il faut avant tout montrer « patte blanche » et n'aborder que les sujets prescrits par ce sens commun. *Le capitalisme n'est pas une mauvaise chose en soi, ce n'est que sa forme actuelle qui est néfaste. Il faut donc le réformer, humaniser ce capitalisme en demandant que des clauses sociales et environnementales soient ajoutées aux accords commerciaux (même si ces derniers ont priorité sur les aspects sociaux). Aussi, des institutions internationales existent pour protéger les citoyens (Organisation internationale du travail, Organisation mondiale de la santé, etc.). De plus, pourquoi inviter des gens qui ne sont pas experts à participer à ces débats. Nous, qui connaissons le sujet, sommes aptes à éclairer de notre lanterne légitime ces gens non-informés, non-*

connaissants. Serge Halimi, du Monde diplomatique, citait Patrick Champagne au sujet de l'orientation des débats. Celui-ci disait :

« Rien n'est plus trompeur que l'image, souvent évoquée à propos de la presse, du forum, du lieu où tout pourrait être publiquement discuté. Il n'existe pas un espace ouvert à tous ceux qui le veulent, mais des agents qui décident en fonction des lois propres de fonctionnement du champ journalistique, ce qui mérite ou non d'être porté à la connaissance de publics plus ou moins larges et hétérogènes socialement. »⁸⁶

Halimi poursuit dans le même ordre d'idée en affirmant que, au sein de la démocratie de marché, le débat n'est pas interdit mais bien obligatoire. Mais cette espace de débat doit être utilisé pour : « ...pérenniser la centralité intellectuelle d'un espace mou. (...) Car, quand il y a "débat", c'est souvent pour permettre aux protagonistes de théâtraliser des divergences accessoires. »⁸⁷

Comment exposer une manière de voir qui n'entre pas dans le cadre prédéterminé du débat « correct »? Si une telle occasion se pointe, l'orateur « dissident » sera confronté aux exclamations et interruptions des « experts » bien-pensants, dans le cadre d'émissions télévisées, et à la riposte écrite lorsqu'il s'agit d'articles de journaux. Les opinions orthodoxes, elles, ne se voient que très rarement critiquées directement.

⁸⁶ Patrick Champagne, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Éditions de Minuit, Paris, 1990, p.243. in « Le Monde Diplomatique », Vers une démocratie du simulacre généralisé : Ces débats médiatiquement corrects, par Serge Halimi, mars 1999, p.3

⁸⁷ *Le Monde Diplomatique*, mars 1999, p.3. Vers une démocratie du simulacre : Ces débats médiatiquement corrects. Par Serge Halimi.

Elles sont seules à l'antenne, sans adversaires.⁸⁸ Comment, dans cette situation, faire connaître des opinions divergentes avec le discours unique qui est grandement publié et propagé.

Une des critiques adressée aux protestataires était que les représentants des pays en développements, sont généralement en faveur du libéralisme économique. À ce sujet, un ancien officiel du Département d'État américain aurait dit :

« What you don't understand is that when we negotiate economic agreements with these poorer countries, we are negotiating with people from the same class. That is, people whose interests are like ours – on the side of capital. »⁸⁹

Cette citation ramène le sujet du sens commun. Les décideurs économique-politiques auraient la même vision des choses, la même définition d'une réalité, et ce peu importe leur nationalité. Il est à supposer que les dirigeants de ces pays pauvres sont diplômés d'université occidentales, donc imprégnés des manières de faire propres à l'occident.

Les « classes » sociales s'incarnent dans les valeurs partagées. Un milieu semblable a plus de chances de générer des habitus semblables que des milieux différents. Les politiciens ne font pas exception. Si l'on considère que la plupart sinon la totalité des gens au pouvoir, que ce soit au niveau provincial ou fédéral, proviennent d'un milieu semblable, il est

⁸⁸ Serge Halimi, *op.cit.*, p.3

possible d'avancer l'hypothèse de la similarité de leurs valeurs ou sens commun. À Québec comme à Ottawa, les politiciens proviennent du milieu privé (avocats, comptables, notaires, relationnistes etc.), auquel ils retourneront après leur carrière publique. Certains continuent aussi à entretenir des liens serrés avec le milieu privé pendant leur carrière politique. Paul Martin, anciennement Ministre des finances à Ottawa, possédait jusqu'à récemment des liens directs avec la Canada Steamship Lines. L'histoire récente des versements de deniers publiques à des firmes de relations publiques par le gouvernement fédéral pourrait être un signe quant aux liens entretenus par les politiciens avec le privé. Aux États-Unis, le scandale d'Enron permet de se poser certaines questions sur la politique énergétique dans ce pays et les liens qui se tissent entre les lieux de pouvoirs économiques et politiques. Le privé aurait donc des moyens grandement efficaces pour favoriser ses priorités au gouvernement, moyens que les citoyens ne possèdent apparemment pas. Au Québec, la situation serait semblable. Une grande partie de nos politiciens proviennent de milieux d'affaires privés, auquel ils retournent lors de leur retraite politique. Combien de nos dirigeants sont originaires, par exemple, de milieux communautaires? Ces liens entre les milieux économiques influents et les dirigeants donnent des entrées importantes aux revendications de ces milieux. Pourquoi est-ce si difficile de faire augmenter de manière substantielle le salaire minimum au Québec? Pourquoi est-ce un péché de demander des hausses d'impôts pour les

⁸⁹ American Prospect, 12/6/99, cité par Seth Ackerman, Prattle in Seattle : WTO coverage misrepresented issues, protests., www.fair.org/extra/0001/wto-prattle.html

entreprises? Pourquoi les transactions financières ne sont-elles pas taxées?

Un argument souvent utilisé pour légitimer les négociations sur le commerce international est que les gouvernements qui y prennent part sont démocratiquement élus. D'un certain point de vue, cette affirmation est véridique, mais d'un autre, si l'on considère le taux d'abstention grandissant lors des élections, il n'en est plus ainsi. Une crise de légitimité semble naître au sujet des pouvoirs dit « démocratiques ». Crise alimentée par l'argument, avancé par plusieurs opposants au néolibéralisme, qui veut que l'option préconisée par les néolibéraux n'ait jamais été soumise au suffrage universel. Chose négligeable si l'on prend la perspective néolibérale des dirigeants et des groupes influents qui considèrent leur option comme « allant de soi », suivant le cours naturel des choses. Enfin, ceci est un tout autre sujet, mais symptomatique d'une certaine crise de légitimité au sein des démocraties occidentales.

LA « GOUVERNANCE » DES OPPOSANTS : ENTRE HIÉRARCHIE ET DÉMOCRATIE DIRECTE

La définition, ou la vision que les différents groupes ont de la démocratie est différente. Pour les gens au pouvoir, la démocratie règne puisqu'ils ont atteint le pouvoir. Ils seraient mal placés pour critiquer l'exercice qui leur a donné ce pouvoir. Mais pour les gens dans la rue qui

scandent des slogans, manifestent, usent de la désobéissance civile, ce processus peut paraître illégitime, enfin dans certains cas. Car tous les mouvements ne sont pas idéologiquement semblables. Il semble pourtant que les quotidiens étudiés dans cette présente étude aient dans l'idée que ces groupes contestataires adoptent tous la même ligne idéologique. Avant que les manifestations ne débutent à Seattle, l'agence Associated Press (AP) annonçait, par l'intermédiaire de La Presse, que ces manifestants : « ...ont promis de le faire pacifiquement. ». Ce qui nous interpelle ici est que cette proposition suppose l'existence d'une forme de gouvernement centralisé des manifestants ou bien une sorte d'autorité gérant les comportements qui pourrait promettre, au nom de tous les manifestants, un bonne conduite. Ceux qui, par la suite, ne se conduisent pas de la façon « prescrite », sont qualifiés de groupes extérieurs aux « véritables manifestations », et par la même occasion extérieurs aux « vrais manifestants », puisqu'ils ne suivent pas le mot d'ordre des « leaders ». Leur légitimité politique ainsi que leur discours est par la même occasion nié, détruit.

L'histoire des mouvements sociaux démontre que ceux-ci font apparition lors de situations de crise. Ils répondent à des besoins de reconnaissance de la part de groupes laissés pour compte, ou aux inquiétudes marginales du point de vue des groupes dominants. Ces groupes et/ou ces revendications sont diversifiés. Le liste des différents groupes présents à Seattle démontre bien cette diversité; groupes

féministes, centrales syndicales, une variété d'ONG, groupes écologistes, groupes anarchistes, partis politiques « de gauche », etc. Comment alors vouloir croire en une centralité du pouvoir au sein de ce rassemblement de causes diverses? Chaque groupes possédait sa propre structure. La plupart adoptèrent une structure hiérarchique, avec une marche à suivre que les « leaders » propres à chaque groupes pouvaient en théorie faire appliquer et faire respecter par l'usage de l'autorité qu'ils ont auprès de leurs « membres ». Mais pas tous. Certains groupes privilégièrent une structure basée sur la démocratie directe. Les revendications sont diverses. Il n'est donc, selon nous, pas réaliste de demander à ces groupes d'adopter un comportement identique dans la résistance, puisque les bases de la contestation ne sont pas les mêmes, l'analyse du conflit ne fait aucunement consensus au sein des opposants à la mondialisation néolibérale. Comme il en a été mention plus tôt, et à maintes reprises, les opposants se partagent entre deux pôles d'un spectre; les réformistes et les révolutionnaires, ou radicaux.

Malgré cela, les quotidiens étudiés semblent avoir une idée préconçue de la contestation anti-mondialisation. Sans pourtant voir dans ces groupes une seule et même façon de faire et de voir, ces médias privilégient tout de même un côté, une forme d'analyse de la situation, tout en dénigrant les autres⁹⁰. Il serait possible d'expliquer ce choix quant au spectre de la contestation légitime, par la distance idéologique où se

⁹⁰ Nda : Rappelons ici la dichotomie entre Vrais manifestants et Faux manifestants, opérée par certains journalistes, ainsi que par certains porte-paroles de groupes de manifestants.

trouvent les opposants les plus radicaux par rapport aux journalistes, chefs de pupitres, politiciens, et autres « officiels ». Cette distance crée une incompréhension des arguments avancés par le parti adverse. Il en est de même pour les opposants. Ces derniers, confrontés aux opinions des dirigeants ainsi que des autres partisans du libéralisme économique, ne peuvent que réagir négativement, en rejetant ces arguments parce que trop éloignés de ce qu'ils croient être la vérité. La différence est qu'un de ces idéologies est dans une position de domination, dans une situation où elle fait sens commun au sein d'une élite qui décide politiquement de la manière de faire. Ce qui crée, premièrement un sentiment de malaise chez les gens à qui cette réalité est incompréhensible, ou incompatible avec la perception qui est la leur de la vie en général, des priorités de la vie en société. Les anarchistes étant les plus éloignés de la manière de faire des dirigeants, de l'hégémonie actuelle, il est compréhensible que ceux-ci soient les plus incompris de cette page de la contestation sociale. Cela n'explique pourtant en rien que les journalistes soi-disant « objectifs » voient chez ces derniers groupes la cause de toutes les violences perpétrées à Seattle au cours de cette rencontre internationale.

En ce qui concerne les groupes radicaux, comme le DAN (Direct Action Network) ou les Black Blocks, leur analyse intègre une vision allant dans le sens de ce déficit démocratique. Un de leurs arguments est que ces négociations sont illégitimes parce qu'elles n'ont pas été au préalable soumises à des consultations publiques à grande échelle. Aussi, selon

ces groupes et plusieurs autres, les représentants des pays à l'OMC n'ont aucune légitimité puisque ces derniers ne sont pas élus, mais placés par les ministres élus (dont l'élection pourrait être contestée si l'on tient compte du taux d'abstention). Donc, auraient-ils tort de dénoncer la légitimité des négociations?

Notre analyse semble démontrer que la critique ouverte du néolibéralisme, au sein des quotidiens francophones, n'occupe pas une place privilégiée. Le débat est conséquemment limité dans sa portée. Certains arguments ne sont pas évoqués par ces médias. Par contre, nous avons pu déceler une forte concentration d'un discours faisant l'apologie du libéralisme économique. Ceci pourrait impliquer une certaine manipulation du sens commun par des élites politiques, économiques, et journalistiques qui, tout en limitant la diffusion de critiques plus radicales et favorisant les critiques réformistes, inondent le « marché des idées » d'une certaine manière de voir, la leur. Une conséquence de cet encadrement du débat pourrait être que la population puisant ses informations auprès de ces médias n'ait pas accès à tous les aspects de la critique. Ils seraient donc potentiellement influencés à adopter une vision favorable au libéralisme économique incarné dans le cas présent par l'OMC, ou à la limite à avoir une position critique mais limitée par le spectre de la critique publiée par ces médias. Critique se limitant à vouloir réformer cette institution qu'est l'OMC. Limite imposée par le haut, par l'intérieur ? Il est impossible de conclure sur ces questions.

L'INFORMATION ET LA FORMATION IDÉOLOGIQUE

« ...l'information significative est celle qui éclaire la société où l'on vit, celle qui nous met en "communion" avec les autres, celle que l'on partage avec ses voisins de quartier, avec les gens que l'on rencontre quotidiennement. Le journal, qu'il soit quotidien, régional, télévisé ou communautaire, c'est le portrait instantané de ce que le citoyen doit savoir, parce que ses voisins, eux, le sauront. »⁹¹

C'est ce qu'a écrit Pierre Sormany, qui semble affirmer que tout changement dans la norme en information, toute nouvelle qui pourrait briser la routine ou créer des discordances entre les lecteurs n'est pas une information significative. Susciter le débat, qui naît dans la divergence de points de vue, n'est pas le rôle des médias. Mais est-ce la façon idéale de présenter l'information ? Qui décide de ce que les citoyens *doivent* savoir ? Le journaliste transpose-t-il sa vision des choses, ses priorités chez le lecteur ou le téléspectateur ? Ou est-ce le chef de pupitre ? Nous revenons sur ce sujet car il est central à cette étude. Bien sûr, certains journalistes sont autorisés à se prononcer sur les actualités. Ce sont les éditorialistes. Nos échantillons démontrent, jusqu'à un certain point, que l'analyse plus détaillée (éditoriaux, articles longs, opinions) permise au sein des grands quotidiens concernés est principalement orientée dans la même direction que la logique officielle, avec quelques nuances émergeant d'articles écrits par des gens sans « qualifications professionnelles » permettant une critique « crédible ».

⁹¹ Pierre Sormany. *Le métier de journaliste*, 1990. P.19-20. Caractères gras dans le texte.

Un journaliste de Radio-Canada, Louis Martin, disait (selon P. Sormany) lors d'une conférence en 1981, que :

« ...les médias (...) auraient tendance à se conformer à l'opinion majoritaire ; dans leurs informations, ils se situent beaucoup plus du côté de la continuité (répétitions, etc.) que de la rupture, du changement, de l'inédit. »⁹²

De plus, ce journaliste ajoutait (toujours selon Sormany) que la formation des gens oeuvrant en politique et dans les médias est souvent semblable. Il souligne à ce sujet les origines socio-économiques similaires, ainsi que la promiscuité qu'engendre la pratique journalistique avec les politiciens. Situation pouvant engendrer un certain manque de recul, de perspective, constate également P. Sormany, tout en posant le problème des contraintes associées au travail journalistique et qui peuvent empêcher ces professionnels de l'information de prendre ce dit recul. Il souligne les contraintes internes et externes : les premières , temps, espace, budget, spécialisation (cloisonnement), compétence et tendance de la presse vers le conformisme, vers la pensée dominante ; les secondes , dictature de l'événement, la vision à court terme, la « neutralité », etc.. (Sormany :1990, p.37-52). Les journalistes et les politiciens auraient donc tendance à avoir les mêmes perceptions des choses, puisque leur formation et leur provenance socio-économique sont semblables. En plus de ces obstacles propres à l'incorporation de schèmes de perception, il y a les obstacles reliés à la pratique journalistique.

⁹² P.Sormany. 1990. P.33-34

Ces limites, ces obstacles font en sorte que certaines questions, qu'elles soient de nature politique, économique ou sociale, sont abordées selon un sens précis.⁹³ Cet angle d'attaque, comme nous pourrions le nommer, serait plus ou moins le même au sein des différents quotidiens analysés au cours de cette étude. Plus ou moins car il existe des différences entre quotidiens, surtout en ce qui concerne Le Devoir et les quotidiens appartenant à la filiale de Power Corporation, Gesca. Malgré ces différences, la base de l'argumentation est semblable dans l'analyse de « l'événement Seattle ». Elle favorise le débat sur certains aspects de la problématique de la mondialisation économique néolibérale ; société civile, volet social dans les accords, environnement, droit des travailleurs et des enfants, etc. ; mais d'autres sont négligés ; violence étatique, liberté d'expression, liens entre l'OMC et les autres institutions internationales (FMI, Banque mondiale). Ce débat médiatisé occulte donc une bonne partie de la critique plus radicale, sous plusieurs prétextes dont la radicalité des propositions, ainsi que la condition marginale des ces critiques. Marginale parce que, selon ces médias, rejoignant une proportion infime de la contestation. Constat restant à démontrer, car il est utile de préciser qu'une partie de la contestation possédait une visibilité importante (organisations structurées, symboliquement plus « fréquentables »), pouvant la rendre ainsi plus représentative de la volonté populaire contestataire.

⁹³ « ... la presse d'ici, comme son modèle américain, est une presse de 'centre', qui fonctionne pour l'essentiel dans un système de type capitaliste et adopte d'emblée les grilles d'analyse propres au libéralisme économique. » (Sormany :1990, p.41)

« Une conférence de presse du Conseil du patronat ou de l'Association des entreprises aéronautiques de Montréal sera beaucoup mieux couverte qu'une conférence de presse du regroupement pour la défense des locataires ou du mouvement Action-Jeunesse. Et plus les groupes sans voix officielle reconnue tiennent un discours qui remet en cause les valeurs dominantes, plus ils deviennent suspects aux yeux de la presse, qui les tient alors pour insignifiants. » (Sormany :1990, p.42)

Ce choix dans l'angle à privilégier pourrait être lié à la politique rédactionnelle de ces médias. C'est là une des limites de cette étude. Il nous est impossible de clairement, sans l'ombre d'un doute, pointer cette avenue. Le problème est que :

« Si certains aspects de ces politiques sont explicites, la plus grande partie en demeure informelle. On invoque alors le désintérêt du public pour telle ou telle question, le manque d' « objectivité » de tel ou tel point de vue... » (Sormany : 1990, p.40).

Ce choix est fait, non pas pour *changer* les « ...manières d'être et de penser... », mais les *façonner* et les *orienter* (B. Voyenne : 1962, p.214). Il fonctionne pour ce faire de façon indirecte, pour que le public ne soit pas conscient de cette influence. Cette technique comprend, à toute fin pratique, l'imprégnation lente, l'orientation du contenu et l'effet de prestige (1962 :p.214), technique identifiée dans l'analyse de notre base de données. L'imprégnation lente reposerait sur une répétition d'informations allant dans des directions semblables et qui, à la longue, s'imbriqueraient dans la structure mentale des lecteurs. L'effet de prestige résiderait dans

l'utilisation du prestige des intervenants ou experts, du prestige du journal et finalement du prestige du nombre, c'est-à-dire du poids du « consensus populaire ». En dernier lieu, l'orientation du contenu, serait la technique la plus subtile des trois, ainsi que la plus répandue. « Les journaux (...) sont maîtres de leur contenu. » (B. Voyenne : 1962, p.217). Une sélection d'information implique conséquemment des valeurs. Choix inévitable, selon l'auteur, permettant aux lecteurs de se retrouver dans « la masse indéfinie et indistincte des nouvelles » (1962 :p.217). Une subjectivité pouvant être compensée par la compétence et l'honnêteté des travailleurs de l'information. En choisissant de cette façon les informations qui seront publiées, la presse amplifie les faits qu'elle privilégie et, de la manière inverse, amplifie le silence sur les faits qu'elle ne mentionne pas. (1962 : p.214-218). Ce qui ne veut aucunement dire que l'opinion publique fut effectivement manipulée. Tout dépendrait de la « capacité critique » des lecteurs de quotidiens francophones, aspects impossibles à analyser dans le cadre de cette étude.

Les opposants à cette manifestation du capital internationalisé sont dans la rue suite à un ou plusieurs bouleversements de la société à laquelle ils appartiennent. Ces changements se firent en contradiction avec les valeurs et avec l'habitus de ces gens. La fin de l'État Providence est une de ces modifications. La fin de cette approche ouvrit la porte à de nouvelles manières de voir, qui n'attendaient que cette nouvelle ouverture. Les programmes sociaux, les services publics sont désormais voués, tôt

ou tard, à la prise en charge par le privé. La logique nouvelle veut que tout soit subordonné à l'économie ; environnement, droit sociaux et humains, etc. Les thèmes de la démocratie, de l'environnement et des droits humains sont, évidemment, grandement présents dans les discours politiques. La pratique semble présenter un tout autre portrait des priorités. De trop grandes contradictions existent, c'est pourquoi les manifestants sont dans une situation d'hystérésis. Le constat général ressortant de cette étude est qu'une incompréhension générale est présente dans cette arène. Les politiciens et les journalistes (du moins les plus influents d'entre eux), semblent incapables de comprendre la totalité des revendications et arguments des manifestants.

Il en est de même pour les groupes de manifestants face aux arguments utilisés par les groupes favorables au néolibéralisme. Les expériences de vie de ces groupes ont généré des visions incompatibles. Les gens ayant appris à vivre dans un système capitaliste tirant sa cohérence de son pouvoir de redistribution au travers des programmes sociaux, se voient dans une situation d'incompréhension lorsque le politique, influencé par l'économique, enlève ces protections sociales autrefois garanties. Cette cohérence disparue, ou en voie de l'être, la vision n'est plus la même d'en bas. L'acceptation de l'ordre des choses est remplacée par un refus. Refus de l'insécurité, refus de la précarité, mais aussi apparition d'une forme de conscience plus globale. Le nouvel ordre économique reposant sur une expansion géographique des intérêts

commerciaux, dépassant les frontières nationales, certains se rendent compte de ce que cette mondialisation génère et qu'elle entretient une misère internationale. Les compagnies transnationales peuvent dorénavant déménager leurs sites de production dans ce que l'on appelle des *zones franches*, où la protection des droits des travailleurs n'est aucunement garantie. Les citoyens peuvent maintenant, par l'entremise d'Internet, créer des liens de solidarité avec des groupes de divers pays, et ainsi avoir accès à de l'information différente de la version officielle.

Si l'on est mis au courant d'une manière de faire qui sévit dans d'autres pays et que cette dernière est en contradiction avec notre façon de voir les relations de travail, il est fort probable que ceci déclenche éventuellement une réaction de refus, ou du moins de questionnement de cet ordre établi. Si nous voyons que notre bonheur dépend en fin de compte de la misère d'autres humains, cela peut aussi engendrer une réaction hostile à cette manière de faire, quoique pouvant aussi laisser indifférent. N'oublions pas la forte propension occidentale à adopter une attitude individualiste, donc à accepter certaines contradictions. Tant qu'elle ne nous affecte pas directement, ce n'est pas si grave. La diversité des réactions humaines face à une même information ou situation dépendrait, si l'on se fie aux écrits de Bourdieu, de l'habitus. Notre étude démontre, jusqu'à un certain point cette diversité de visions. Que ce soit au niveau des décideurs politiques et économiques ou au niveau des

manifestants (dans toute leur diversité idéologique) une multitude de points de vue existe.

Les opposants se rejoignent dans leur position de refus de cette nouvelle manière de concevoir les relations internationales (économiques et politiques). Mais est-ce une dichotomie adéquate de diviser ces groupes entre opposants et partisans de cette mondialisation ? Au cours de cette étude nous avons employé cette division. Finalement, il n'est pas si simple de séparer ces belligérants. Car certains « opposants » rejoignent certaines position de partisans et vice-versa.

CONCLUSION :

Le monde, à travers les époques, fut perçu de différentes manières. Il y a seulement quelques siècles, en Occident, la Terre était plate pour plusieurs. C'était la manière de voir apparemment dominante. Ces manières de voir sont diverses. Seulement, certains arrivent à imposer la leur comme la seule valable, ou comme la façon naturelle d'appréhender la réalité. Murray Bookchin, penseur anarcho-écologiste et fondateur de l'Institut d'écologie sociale au Vermont, disait à ce sujet :

« Depuis les origines de l'histoire jusqu'à l'époque moderne, le grand truc de toutes les élites régnautes a été de poser une identité entre leur système de domination hiérarchique et la vie sociale elle-même, ce qui a permis à des institutions créées par l'homme de recevoir la sanction du divin ou de la biologie. »⁹⁴

Cette naturalisation d'un système créé par l'humain passe par l'intégration de normes considérées comme « allant de soi ». Cet apprentissage serait, selon Bourdieu, inconscient. Ce qui rendrait la perception de ce qui « va de soi » encore plus forte puisque l'individu ne se rend même pas compte de cette relation catégorique avec la réalité. Ce seraient des choses, des normes, acceptées sans même avoir à se questionner sur leur légitimité puisque « c'est comme ça ». Mais différentes conditions génèrent différentes perceptions, différents habitus. Ce qui ferait en sorte que certaines perceptions, bien que perçues comme allant de soi par une tranche de la population, ne soient pas partagées par d'autres.

Cette différence d'interprétation génère parfois des conflits, surtout lorsque certains tentent d'imposer leur point de vue à d'autres. Conflits tels que celui qui fit rage à Seattle en 1999. Ce dernier opposait les défenseurs de l'approche néolibérale du commerce international, incarnés dans ce cas-ci par l'OMC, aux différents groupes en désaccord, de manières variables, avec cette idéologie. Cette lutte en était une de perception. Une vision officielle, reconnue, acceptée comme « allant de soi » que certains nommeraient « pensée unique », et des visions plus ou moins radicalement opposées à la première, ainsi qu'opposées entre elles et qui sont moins reconnues. Dans ce combat de visions, il manque ici un acteur important, les médias. Cet acteur joue le rôle d'intermédiaire entre les décideurs et la population. Les médias peuvent influencer la perception qu'ont les gens d'une situation. Cette influence découle de l'orientation des médias, de la position idéologique privilégiée par ceux-ci. Notre hypothèse était que ces médias adopteraient une position idéologiquement semblable à celle dominante, c'est-à-dire la position favorable à la mondialisation économique néolibérale. Évidemment, la réalité n'était pas aussi finement tranchée. Ces médias firent, à la lumière de nos lectures, une couverture parfois objective quoique simplement descriptive, parfois d'une subjectivité évidente quoique parfois plus nuancée.

Nous avons noté, tout au long de notre étude des multiples articles, que la critique se limitait généralement à la critique réformiste de la

⁹⁴ BOOKCHIN, Murray. *Une société à refaire*. P.42-43.

mondialisation néolibérale, lorsque les articles (surtout les éditoriaux) n'en faisaient pas l'apologie. Nous avons brièvement abordé le sujet de la censure effectuée par le haut, provenant des lignes éditoriales, des directions des journaux etc.. Mais il serait grandement imprudent de notre part d'avancer davantage cette hypothèse. Quoique cette hypothèse soit réaliste, d'autres aspects nous ont semblé plus importants. La question de l'habitus s'est imposée sous différents aspects de la question de la mondialisation, de sa contestation et de la couverture de ces événements. Premièrement, plusieurs journalistes couvrirent les événements d'une manière quelque peu subjective, dans le choix des intervenants, dans le choix des mots et dans le choix de la perspective. Ces choix, par contre, étaient-ils conscients ou suggérés par l'habitus et le sens commun de ces acteurs, donc inconscients? Nous estimons que la dernière est la plus plausible. Ces derniers auraient analysé la situation au travers de la grille d'analyse fournie par leur habitus, par leur vision intériorisée permettant de choisir les interlocuteurs les plus « valables ».

Personne ne peut contredire que chaque fois que nous regardons un événement, nous l'apprécions selon un point de vue. Ce point de vue est variable. Il peut changer selon la personne qui observe et analyse, tout dépendant du sens commun intégré par cette dernière. Cette variation, nous l'avons observée au sein même du groupe des journalistes. Certains affichaient une attitude totalement favorable à la mondialisation néolibérale, utilisant la même grille d'analyse que le gouvernement, l'OMC

et ses défenseurs. Cette analyse consistait à ne voir la situation qu'au niveau de la croissance nécessaire de l'économie passant par l'ouverture nécessaire et inéluctable des frontières économiques, niant ou ridiculisant les critiques des opposants. Opposants dont la perspective allait à l'encontre de la vision des éditorialistes, déclenchant ainsi le mécanisme de défense de l'habitus de ces derniers. Toutefois certains autres, quoique limités par la nature non-éditoriale de leurs écrits, semblaient plus nuancés. Bien que ces articles aient été plutôt descriptifs, une place étaient parfois laissée à des commentaires laissant présumer la position de l'auteur. Une position penchant majoritairement vers le réformisme, car ces auteurs étaient beaucoup plus sévères quant aux opposants plus radicaux, « anarchistes ». Notons ici que les seules fois où il était question des anarchistes, étaient lorsque certains de ces derniers s'adonnaient à la « casse », qui étaient en fait une « casse sélective » ne visant que les commerces associés à des multinationales. Il n'était jamais question de ces groupes hors du contexte négatif du bris de matériel et de l'opportunisme. Or nous savons que certains groupes faisant de la désobéissance civile se considéraient comme anarchistes. C'est une toute autre histoire, mais qui serait intéressante à approfondir ; la question des différents groupes anarchistes, de leurs différents points de vue au sujet des tactiques à employer lors des manifestations (diversité de tactiques), de leurs rapports avec les autres groupes non-anarchistes et de la représentation que l'on en fait au sein des médias de masse.

Que la critique se limite à l'appréciation réformiste pourrait s'expliquer par l'éloignement trop important existant entre les arguments avancés par les critiques plus radicales et les normes intériorisées, « naturalisées », des journalistes et des opposants réformistes. L'adjectif « radical » marque cet éloignement face aux visions plus modérées. Cet éloignement est une cause de l'incompréhension entre les deux critiques. Prenons par exemple une affirmation telle que « Le capitalisme doit disparaître car il est néfaste aux sociétés humaines ». Pour certains radicaux cette affirmation peut avoir du sens . Elle fait partie de ce que Bourdieu nommait *sens commun*, puisque ceux-ci l'ont intériorisé par leur expérience de vie, par l'apprentissage qui se fait tout au long de cette vie. Pour quelqu'un ayant un regard différent, découlant d'un chemin différent ayant intériorisé des réponses différentes à la vie en société, la même affirmation pourrait provoquer un rejet en tant que réponse. Une rejet car l'affirmation choque les conventions acceptées *comme telle*, comme *ayant du sens*.

La perception est une chose qui appartient à tous. Les points de vues peuvent être aussi nombreux que le nombre de personnes qui regardent. Ils se regroupent tout de même sous des catégories assez distinctes. Celles-ci regroupent des gens partageant des points de vue, mais avec quelques nuances, car les opinions monolithiques ne semblent pas être de ce monde, quoique certains journalistes ou observateurs semblent affirmer. Car il existe une perception selon laquelle les

manifestants de Seattle devaient avoir la même idée, les mêmes convictions, les mêmes préoccupations. Ce qui valait à ces derniers de se faire critiquer sur le supposé éparpillement de leurs revendications. La même chose se vaut pour les défenseurs de cette mondialisation néolibérale. Ils n'appartiennent pas à un groupe totalement monolithique dans sa perception de la réalité. Même qu'il est peut-être réducteur de percevoir la situation en termes de dualité entre opposants et partisans. Car certains dits « opposants » possèdent des points de vues qui ne sont pas totalement étrangers aux positions de certains partisans.

La complexité dans les relations entre groupes divergents ne semble pas être bien comprise par les représentants des médias faisant partie de cette étude. Un réductionnisme prenant source soit d'un biais inconscient relié à l'habitus de Bourdieu, soit provenant du biais idéologique du, ou de la journaliste (les éditorialistes en particulier), biais consciemment appliqué, ou bien d'une politique éditoriale voulant que certains sujets soient abordés d'une manière précise⁹⁵. Il est également crucial de soulever l'importance des groupes qui financent ces quotidiens. Ceux-ci pourraient exercer des pressions sur les directions pour que certains comportements de journalistes ne soient pas encouragés, tout en récompensant certains autres comportements.

Une orientation n'est pas une mauvaise chose en soit. Si elle est sujette au débat, les idées peuvent se clarifier, s'entrechoquer, se modifier

et ainsi permettre un échange d'idées qui formeront les opinions. Lorsque, par contre, les médias abordent la question de la mondialisation néolibérale de la même manière, sous le même angle, il est possible de se questionner sur ses effets au sujet de l'opinion publique. Il est possible de se questionner sur le rôle des médias. Ces derniers peuvent informer les gens mais aussi former les opinions, les diriger par le choix des informations et des postulats idéologiques choisis. L'orientation des débats peut orienter aussi les opinions. Notre étude ne concerne que les quotidiens francophones du Québec, il resterait à effectuer une étude sur la télévision ainsi que sur la radio, deux sources majeures d'informations. Une autre limite de cette étude concerne le cheminement des acteurs sociaux. Il serait intéressant de dresser un portrait le plus précis possible de la formation des journalistes, de leur passé professionnel. L'intérêt d'une telle recherche serait au niveau de la formation idéologique de ces derniers, de leur habitus. Nous ne croyons pas que l'habitus individuel puisse être exposé d'une manière précise, mais un certain habitus de groupe ou collectif le peut, du moins jusqu'à une certaine limite. Quoique nous ayons décelé quelques indices sur la *vision du monde* de certains journalistes. Il serait intéressant de préciser cet aspect.

Il est évident que depuis les événements de Seattle, la perception de la mondialisation néolibérale a évolué. La contestation n'est, selon nous, plus perçue de la même manière, de même pour la défense de ce modèle. Nous ne voulons pas tomber dans le cliché mais les événements

⁹⁵ Voir le cas concernant le groupe Canwest et ses quotidiens anglophones.

du 11 septembre auraient aussi modifié le contenu des quotidiens au sujet de cette mondialisation, que ce ne soit qu'au niveau de la sécurité. Car cette *sécurité* affecte les grandes rencontres, surtout les manifestants qui ont de moins en moins accès, ou plus du tout accès, aux sites des ces rencontres.⁹⁶ D'autres événements tels que la crise en Argentine et au Venezuela, sans oublier une remontée de la gauche en Amérique du Sud, ont aussi changé la perception de la *réussite* dans un contexte néolibéral. Aussi il nous a semblé pouvoir dénoter une recrudescence de la couverture donnée à certains opposants, que ce soit dans les quotidiens, à la télévision ou à la radio. Mais ce nouvel intérêt semblerait se limiter aux groupes que nous considérons réformistes. Une recherche plus exhaustive à ce sujet serait importante.

⁹⁶ Un exemple flagrant est la rencontre à Kananaskis en été 2002.



BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES, OUVRAGES COLLECTIFS, ARTICLES ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCES:

BEAUCHAMP, Collette. *Le silence des médias : les femmes, les hommes et l'information*. Éditions du Remue-ménage, Montréal. 281 pages, c1987.

BERNARD, Michel. *L'utopie néolibérale*. Renouveau Québécois (Éd.). 318 pages, 1997.

BOOKCHIN, Murray. *Une société à refaire*. Trad.fr. .Les Éditions Écosociété, Montréal, Qc. 300 pages, 1993.

BOURDIEU, Pierre et WACQUANT, Loïc J. D.. *Réponses*. Seuil (éd.), Paris. 267 pages, 1992a.

BOURDIEU, Pierre. « Question de mots », in *Les mensonges de la Guerre du Golfe*, Paris, Arléa-Reporters sans Frontières, 1992b.

BOURDIEU, Pierre. « Espace social et genèse des 'classes' », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. 52/53, juin 1984.

BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Les Éditions de Minuit, Paris. 475 pages, 1980.

BRUNELLE, Dorval et DEBLOCK, Christian. « Le régionalisme économique international : de la première à la deuxième génération », in *Tous pour un ou chacun pour soi : Promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité*, M. Fortmann, S. Neil MacFarlane et Stéphane Roussel. 1996.

CHOMSKY, Noam. *Necessary Illusions*. South End Press (Éd.), Boston, Ma. 422 pages, 1989.

CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edward S. *Manufacturing Consent : the Political Economy of the Mass Media*, 1988.

COMAROFF, Jean et COMAROFF, John. *Of revelation and Revolution :Christianity, Colonialism and Counciousness in South Africa*. University of Chicago Press (Éd.), Chicago, 472 pages, 1991.

DIXON, Keith. *Les évangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*. Éd. Raisons d'Agir, Paris. 111pages, 1998.

FOUCAULT, Michel. *L'Ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Gallimard (Éd.), Paris. 81 pages, c1971.

MASSON, Dominique : « Language, Power and Politics : Revisiting the Symbolic Challenge of Movements ». P.66, in *Organizing Dissent : Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, William K. Carroll (Éd.), 1997 2^{ème} édition (1992).

RAINELLI, Michel. *L'Organisation mondiale du commerce*. Collection Repères, Éditions La Découverte, Paris. 123 pages, 2002 6^{ième} édition (1993).

RAMONET, Ignacio. *La tyrannie de la communication*. Collection Folio/Actuel, Éditions Galilée. 291 pages, 2001 édition augmentée (1999).

THERBORN, Göran. *The Ideology of Power and the Power of Ideology*. VERSO (Éd.), Londres, 133 pages, 1980.

VOYENNE, Bernard. *La presse dans la société contemporaine*. Librairie Armand Colin (Éd.), 103 Boulevard Saint-Michel, Paris 5^{ème}, 1971 4^{ième} édition (1962).

WALLERSTEIN, I. *Development : Lodestar or Illusion ?*. in « Capitalism and Development » (Leslie Sklair, (Éd.)), Routledge, Londres, 1994.

Patrick Champagne. *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Éditions de Minuit, Paris, 1990, p.243. in « Le Monde Diplomatique », Vers une démocratie du simulacre généralisé : Ces débats médiatiquement corrects, par Serge Halimi, mars 1999, p.3

Serge Halimi. *Le Monde Diplomatique*, mars 1999, p.3. Vers une démocratie du simulacre : Ces débats médiatiquement corrects.

Le Petit Larousse illustré, édition 1997. Éd. Larousse, Paris.

ARTICLES DE QUOTIDIENS :

Le Devoir, mercredi 1^{er} décembre 1999, page A6. « Le surréalisme à Seattle », par Jean-Robert Sansfaçon.

Le Devoir, jeudi 2 décembre 1999, page A3. « Ça ne fait pas propre », par Jean Dion.

Le Devoir, jeudi 2 décembre 1999, page A1. « La police sur le pied de guerre : Les véritables opposants en paient le prix », par Manon Cornéliier.

Le Droit, jeudi 2 décembre 1999, Le Monde page 22.

Le Monde, jeudi 2 décembre 1999, page 2 « 'Des citoyens, pas des consommateurs' :40000 manifestants à Seattle », par Patrice de Beer et Laurence Caramel.

Le Monde, vendredi 3 décembre 1999, page 3 « Les manifestants surprennent l'Amérique », par Sylvie Kauffmann correspondante à New York pour Le Monde.

Le Nouvelliste, jeudi 2 décembre 1999, page 1. « Seattle en état de siège », par Associated Press (AP) et Presse Canadienne (PC).

La Presse, mardi 30 novembre 1999, page B2. « L'OMC, Seattle et nous », par Alain Dubuc.

La Presse, mercredi 1^{er} décembre 1999, page A1. « Les anti-OMC sèment la pagaille : Le maire de Seattle décrète l'état d'urgence jusqu'à l'arrivée de Clinton », par Sophie Cousineau.

La Presse, jeudi 2 décembre 1999, Économie, page E3. « Le spectre de l'OMC », par Claude Picher

La Presse, vendredi 3 décembre 1999, page B3. « La logique discutable des opposants au commerce mondial », par J.-L. Migué et M. Kelly-Gagnon.

Le Quotidien, jeudi 2 décembre 1999, page 38. « Lendemain des manifestations. Seattle tente de reprendre le dessus. », par Associated Press.

Le Soleil, dimanche 28 novembre 1999, page B5 « Qui dirigera le village global? », par Raymond Garneau.

Le Soleil, jeudi 2 décembre 1999, page A1. « Manif à Seattle : violence comme au temps de la guerre du Vietnam. », par Associated Press, Agence France Presse (AFP), Presse Canadienne.

Le Soleil, samedi 4 décembre 1999, page A20. « Oublions les fausses notes de Seattle », par J. Jacques Samson.

La Tribune, jeudi 2 décembre 1999, page A1. « L'OMC tente de rattraper le temps perdu », par Presse Canadienne et Associated Press

SOURCES INTERNET :

Susan George à www.zmag.org/ZNET.htm

www.aclu-wa.org/ISSUES/police/WTO-Report.html

American Prospect, 12/6/99, cité par Seth Ackerman, [Prattle in Seattle : WTO coverage misrepresented issues, protests.](#),

www.ceocouncil.ca/Français/About/members.htm

www.csn.qc.ca/Memoires/ConcentrationPresse.html

www.fair.org/extra/0003/pepper-spray.html « Pepper Spray Gets in Their Eye : Media missed militarization of police work in Seattle », par Neil deMause.

www.fair.org/extra/0001/wto-prattle.html « Prattle in Seattle : WTO coverage misrepresented issues, protests», par Seth Ackerman.

www.fair.org/extra/0003/pepper-spray.html , *Op. Cit.*

www.nira.go.jp/ice/tt-info/nwdtt9/c1024.html et .../c1023.html

www.powercorp.com